

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 19 NOVEMBRE 1912.

Proposition de loi tendant à la revision de divers articles
de la Constitution.

DÉVELOPPEMENTS.

MESSIEURS,

Le 18 avril 1902, jour de deuil pour la classe ouvrière, au moment où la Chambre allait, une fois de plus, arrêter la revision constitutionnelle au seuil même de la procédure parlementaire, notre honorable collègue, M. Woeste, fit la déclaration suivante :

« Les institutions, nous le savons, ne sont pas immuables. Les lois sont » changeantes, et si les partis voulaient examiner, sans passion, les pro- » blèmes électoraux et rechercher une solution différente de celle qui » existe aujourd'hui, sans aller jusqu'au suffrage universel pur et simple, » je suis convaincu qu'un grand nombre d'entre nous se prêteraient à cet » examen ⁽¹⁾. »

Depuis que ces paroles ont été prononcées, des faits nouveaux se sont produits. Nombre d'adversaires du suffrage universel s'y sont ralliés. L'examen auquel se prêtait M. Woeste a plus de raisons d'être encore, s'il est possible, qu'en 1902. Aussi voulons-nous espérer que, cette fois, la Chambre accueillera plus favorablement que par le passé le vœu de revision constitutionnelle que nous avons l'honneur de développer ci-après.

(1) *Ann. parl.*, Chambre des représentants, 1901-1902, p. 1225.

CHAPITRE PREMIER.

Les réformes électorales antérieures.

La Belgique a connu, depuis 1830, trois grandes réformes électorales :

1. La loi du 12 mars 1848, abaissant le cens législatif au minimum constitutionnel.
2. La loi du 12 juin 1871, réduisant à 20 francs le cens provincial et à 10 francs le cens communal. Elle fut complétée, quelques années après, par la loi du 18 août 1883, dite « loi des capacitaires ».
3. La revision constitutionnelle de 1893.

Chacun de ces actes législatifs a été précédé d'une phase d'agitation plus ou moins longue. Il ne sera pas inutile d'en faire un historique sommaire. On y trouvera des arguments de nature à impressionner, en faveur de la présente proposition.

1. — LA LOI DU 12 MARS 1848.

Le Congrès national avait eu, d'abord, la pensée de n'inscrire dans la Constitution que le seul principe de l'élection directe. Il avait même voté un texte laissant à la loi électorale le soin de déterminer les conditions requises pour être électeur. Mais, sur une intervention de Defacqz et contre l'avis de la Section centrale, il se ravisa et finit par se prononcer en faveur de la disposition fameuse exigeant, pour être électeur, le paiement d'un minimum de 20 florins d'impôts directs.

La Constitution fut définitivement votée le 7 février 1831. Cinq jours après, le Congrès, abordant l'examen du projet de loi électorale, arrêta un tableau qui fixait le chiffre du cens électoral, séparément pour chacune des neuf provinces, entre un maximum de 80 florins (169 francs) et le minimum constitutionnel de 20 florins (fr. 42.32).

Ce régime répondait si bien à l'état de l'opinion du « pays légal », qu'en 1836, lorsque les Chambres eurent à réglementer les élections pour la province et la commune, elles adoptèrent également le principe du cens différentiel, avec un minimum de 15 francs et un maximum de 100 francs.

Pendant les seize premières années de l'indépendance belge, aucune tentative sérieuse ne fut faite pour modifier les bases de la législation électorale. L'accord des partis à ce sujet ne commença à être sérieusement troublé que par l'ouverture, le 14 juin 1846, du premier congrès libéral. Encore, dans cette assemblée même, que Louis-Philippe dénonçait à son gendre comme une « Convention nationale révolutionnairement constituée », l'abaissement du cens au minimum constitutionnel fut considéré par la grande majorité des délégués comme une éventualité qui ne pouvait être

que lointaine. Frère-Orban, au nom des Liégeois, demanda même que cette question restât une question libre :

« Le programme que nous discutons, s'écria-t-il, est le programme du
 » présent et non pas le programme de l'avenir. Je n'ai pas voulu demander
 » l'abaissement du cens jusqu'au minimum fixé par la Constitution, mesure
 » qui, de l'aveu de tous, ne peut pas être prise dès à présent et qui, dans
 » les circonstances acuelles, serait même mauvaise, inopportune, dange-
 » reuse... »

Et, comme les éléments radicaux du Congrès éclataient en interruptions, il ajouta :

« On veut que je précise les dangers ? Ces dangers me semblent mani-
 » festes : c'est que, dans l'état actuel des choses, beaucoup d'électeurs à
 » 20 florins ne présenteraient pas des garanties suffisantes d'ordre, de
 » lumière et d'indépendance. Vous aurez, à 20 florins, non pas des élec-
 » teurs, mais des serviteurs, des gens soumis à la domination d'autrui, des
 » hommes qui n'auront ni assez de lumière, ni assez d'indépendance, pour
 » résister aux influences dont ils seront entourés. »

Sans faire siennes toutes ces observations, le Congrès n'osa réclamer que l'abaissement *successif* du cens jusqu'aux limites fixées par la Constitution ; aussi, l'année suivante, lorsque les libéraux arrivèrent au pouvoir, le ministre Rogier se borna-t-il à déposer, le 14 février 1847, un projet de loi réduisant le cens au minimum constitutionnel de 20 florins, pour une seule catégorie, peu nombreuse : les citoyens appelés à exercer les fonctions de juré.

Pareille « réforme » n'eût amené au scrutin que douze à quinze cents électeurs nouveaux. Mais comme, même réduit à de telles proportions, le projet de loi soulevait encore des appréhensions, il déclara, le 25 février 1848 :

« Je resterai *toujours* dans les sages limites que je me suis tracées, et
 » *jamais* je ne me laisserai emporter au delà ! »

C'est sur ces entrefaites que parvint à Bruxelles la nouvelle de la révolution qui venait d'amener en France la chute de la dynastie et la fin du régime censitaire. Des inquiétudes très vives se manifestèrent au sujet des répercussions possibles de l'événement. Rogier eut la sagesse de comprendre que dans pareilles circonstances son projet prenait un caractère dérisoire. Il le retira, purement et simplement, pour en déposer un autre, et, le 28 février, — trois jours après avoir déclaré que jamais il ne se laisserait emporter au delà ! — il proposa d'abaisser le cens au minimum constitutionnel, sans distinction pour toute l'étendue du Royaume. Ce projet nouveau passa, avec une singulière rapidité, par toutes les phases de la procédure parlementaire. Ainsi que le disait Deschamps, « on venait de traverser » un siècle en un jour ». Dès le 4 mars, la Chambre adoptait unanimement et le Sénat suivait, le 9 mars, soit dix jours après le dépôt du projet !

Dans un livre récent, *L'organisation du suffrage et l'expérience belge* ⁽¹⁾, M. Barthélémy, professeur de droit constitutionnel à l'Université de Montpellier, tire, en ces termes, la moralité de ces événements :

« On a beaucoup reproché aux dirigeants de 1848 la rapidité de leur » volte-face : Frère-Orban, admettant en 1848 ceux qu'en 1846 il » qualifiait de serviteurs; Rogier déclarant le 25 : « Je n'irai pas au delà » » des sages limites que je me suis tracées », et, le 28, se laissant, » sans résistance, entraîner par la vague; des Chambres, hésitant au milieu » du mois à admettre douze centaines d'électeurs, ordonnant de rechercher » par de patientes enquêtes combien il y aurait de nouveaux électeurs » ruraux et combien d'urbains, et, à la fin du mois, engouffrant en quel- » ques heures trente milliers d'électeurs nouveaux, toutes ces contradictions » permettent de faciles effets dans les discours politiques. Et il est certain » que Rogier et Frère-Orban commirent, en ce temps, une palinodie. Et il » est non moins certain qu'ils eurent raison. Car, ce jour-là, ils sauvèrent » la dynastie dont ils étaient responsables, et peut-être aussi l'indépendance » du pays ⁽²⁾ ».

2. — LA LOI DU 12 JUIN 1871.

La période qui va de 1864 à 1871 est marquée par un nouveau mouvement d'opinion en faveur d'une réforme électorale. La classe ouvrière commence à réclamer des droits politiques. Le parti catholique, sans vouloir toucher à la Constitution, inscrit à son programme un abaissement très considérable du cens de l'électorat local. La grande majorité du parti libéral, par contre, se montre hostile à l'abaissement du cens et se prononce, sans aucun enthousiasme d'ailleurs, pour l'adjonction des capacités. Mais, si les principaux chefs de ce parti, avec Frère-Orban, se déclarent irréductiblement hostiles au suffrage universel, même en plusieurs actes, ils se trouvent bientôt aux prises avec leur extrême gauche, et, pour la première fois après quarante ans, le 15 novembre 1870, un député, Adolphe Demeur, dépose une proposition de revision constitutionnelle. Il se défend, au surplus, de réclamer immédiatement le suffrage universel. Il demande seulement la « déconstitutionnalisation » des conditions de la capacité électorale et de l'éligibilité au Sénat, ce qui eût permis au législateur l'extension de suffrage qu'il eût jugée compatible avec l'état moral et politique du pays.

La prise en considération fut repoussée par 75 voix contre 23. « Il faut » rejeter — déclara M. Pirmez — un régime qui pourrait augmenter dans » les Flandres l'influence déjà si énorme du clergé et dans les grands centres

(1) BARTHELEMY, *L'organisation du suffrage et l'expérience belge*. Paris, Giard et Brière, 1912.

(2) *Loc. cit.*, p. 75.

» industriels faire dominer les éléments démagogiques ». Dumortier, de son côté, estima qu'il fallait opposer à de pareilles idées le « Jamais ! » qui illustra la carrière de Vilain XIII. Rogier, se souvenant peut-être de 1848, déclara seulement que l'heure n'était pas venue. Et de longues années devaient s'écouler encore avant que cette heure vienne à sonner.

Néanmoins, dans le pays, on continuait à réclamer une réforme électorale. Personne ne se déclarait satisfait de la loi dérisoire, et qui ne fut d'ailleurs jamais appliquée, du 30 mars 1870, adjoignant au cens, pour les élections locales, quelques capacitaires. M. Woeste, dans la *Revue générale*, s'efforçait de convaincre ses amis « que l'extension du suffrage, *au moins* pour la » province et la commune, devait faire l'objet principal de leurs préoccupations ». Il se prononçait même en faveur du suffrage universel, et, comme on avait objecté que, pour étendre le suffrage universel aux élections législatives, une révision constitutionnelle serait nécessaire, il répondait par ces paroles, qui pourraient, aujourd'hui encore, servir d'épigraphe à notre proposition :

« L'objection ne doit pas nous arrêter, car si l'extension du droit de » suffrage était posée devant l'opinion publique par un grand parti, si » celui-ci employait, pour la mener à bonne fin, les moyens légitimes dont » la Constitution l'a investi, elle produirait, tôt ou tard, dans les rangs de » la société, un mouvement dont les conséquences s'imposeraient aux plus » récalcitrauts...

« C'est ce qui est arrivé en Angleterre, et ailleurs; il est possible que » ce mouvement ne se généraliserait pas immédiatement, mais, *du moment* » où les classes les plus nombreuses s'accorderaient pour réclamer l'inté- » grité des prérogatives du citoyen, quel est, je le demande, le Gouverne- » ment tant soit peu prudent qui accepterait la possibilité d'une résistance » au vœu public?...

« Il y a des gens qui, au seul mot de suffrage universel, voient se dres- » ser devant eux le spectre rouge; il n'est pas, à les entendre, de mesure » plus anarchique; l'accepter, c'est conduire fatalement le pays aux abîmes. » Ces craintes sont vraiment inconcevables, lorsqu'on les place en regard » des faits qui se sont produits autour de nous...

« Comment imaginer que les classes laborieuses ne revendiqueront pas » chez nous des droits dont elles jouissent à nos portes et que la démocra- » tie, au lieu de continuer à se développer, reviendra en arrière?...

« A ceux qui seraient disposés à accueillir ces illusions, je répondrai : » le mouvement qui agite le monde politique est l'effet naturel de l'égalité » civile, de l'égalité politique et des progrès de l'instruction. Les libéraux » affirment qu'ils n'ont rien tant à cœur que la culture intellectuelle des » masses; ce qui est certain, c'est que les catholiques y travaillent plus » qu'eux; mais, s'il en est ainsi, qui ne voit que l'extension du suffrage » est la conséquence nécessaire du progrès des lumières?... *Il est donc* » incontestable que, par la force même des choses, le vote universel se » réalisera tôt ou tard. »

A cette époque, cependant, peu de catholiques étaient disposés à seconder la hardiesse réformatrice de M. Woeste; et quand, peu de mois après, le cabinet d'Anethan arriva au pouvoir, il se contenta de faire voter la loi du 12 juin 1871 réduisant à 20 francs le cens provincial et à 10 francs, d'une manière uniforme, le cens communal.

Cette loi, non plus que la loi de 1883, créant certaines catégories de capacitaires, ne pouvait donner satisfaction à ceux qui réclamaient pour la classe ouvrière l'accès à la vie politique. Mais on ne saurait méconnaître qu'elle ait été une étape importante vers des réformes plus décisives et l'on peut souscrire à ce mot du Ministre de la Justice Cornesse :

« Ce qu'il y a de plus détestable, c'est de ne rien faire, c'est de ne vouloir la réforme électorale ni en un, ni en deux actes. »

3. — LA REVISION DE 1893.

Nous ne voulons pas refaire ici l'histoire bien connue de la revision de 1893.

Les faits sont présents à la mémoire de tous. Nombre de ceux qui siègent au Parlement actuel les ont vécus. Rappelons seulement que, dès le 19 juin 1883, alors que le cabinet Frère-Orban était encore au pouvoir, Paul Janson déposa, avec ses collègues Arnould, Feron, Demeur, Dansaert et Robert, un projet de résolution ainsi conçu : « Il y a lieu à revision des » articles 47 et 53 de la Constitution » ; que la prise en considération du vœu de revision fut repoussée le 6 juillet 1885 par 116 voix contre 11 et 6 abstentions; que Paul Janson revint à la charge, au lendemain des événements de 1886, par le dépôt de la troisième proposition de revision et qu'enfin, comme suite à la grande manifestation qui eut lieu au Parc de Saint-Gilles, le 15 août 1890, il déposa, au mois de novembre de la même année, la proposition qui devait enfin aboutir.

Le 27 novembre, en effet, M. Beernaert accepta la prise en considération. Il le fit en des termes qui méritent d'être rappelés, car ils trouvent leur application, *mutatis mutandis*, aux circonstances présentes :

« Puisque, après trois années seulement, nous nous retrouvons déjà » devant la motion de 1887; puisque, sans doute, en cas de refus d'examen, » elle serait bientôt encore renouvelée, il vaut mieux que la question soit » étudiée et discutée sous toutes ses faces, la Chambre tout entière ne » s'inspirant que de ses devoirs envers le pays et des intérêts de celui-ci. »

» Selon moi, la situation commande, avant tout, une entière franchise.

» Il importe que le pays sache si le parti libéral, jusqu'à ces derniers » temps profondément divisé sur la question de la revision constitutionnelle, » est aujourd'hui unanime.

» Il n'importe pas moins qu'il sache ce que l'on voudrait mettre à la place » des dispositions qu'il s'agirait d'abolir et si, en ce point encore, la gauche » se serait mise d'accord. Personne, en effet, ne peut avoir l'espérance

» d'obtenir de la Législature une sorte de blanc seing pour démolir sans
 » qu'on sache comment on prétendait reconstruire et sans que quelque accord
 » se soit établi à ce sujet : ce serait ce saut dans les ténèbres, ce saut dans
 » l'inconnu que, jusqu'ici, nul encore n'a osé conseiller.

» Eh bien, ce que l'on ne nous a pas dit en 1887, ce que l'on pourrait
 » encore ne pas vouloir dire à l'occasion de la prise en considération, il
 » faudra bien que l'on s'en explique lors de l'examen en sections, à la Sec-
 » tion centrale et lors du débat final.

» De son côté, la droite, elle aussi, ferait connaître son sentiment au pays
 » et comme elle a dans les deux Chambres une très forte majorité, les
 » auteurs de la proposition doivent compter sur quelque combinaison, non
 » encore indiquée, qu'ils croiraient acceptable pour elle ».

A la suite de cette déclaration du chef du Gouvernement, la prise en considération fut votée à l'unanimité, mais cette unanimité en faveur de l'examen de la question ne permettait pas encore de prévoir l'unanimité qui finit par se faire en faveur d'une solution affirmative ; M. Woeste, d'une part, et Frère-Orban, d'autre part, tenaient à le déclarer : si l'on consentait, dans la forme, à discuter le vœu de revision, c'était, dans la pensée de quelques-uns, pour mieux le combattre au fond.

On le vit bien, d'ailleurs, au moment de l'examen en sections : le vœu recueillit à peu près autant de votes hostiles que d'abstentions ou de votes favorables, et, le 27 février 1891, la Section centrale déclara, à l'unanimité, qu'avant de statuer sur le vœu de revision, il était nécessaire de connaître le système par lequel on remplacerait celui qu'on voulait abandonner. Quelque temps après, M. Beernaert insista dans le même sens et, tout en reconnaissant qu'il y avait lieu de reviser, posa comme condition au vote l'accord préalable des partis. De même qu'aujourd'hui M. Helleputte, il eût voulu, avant de décider la revision, voir établir quelque entente au sujet des institutions nouvelles. Il lui paraissait imprudent de mettre la Constitution en question, avant qu'on ne fût d'accord, au moins, sur les éléments des modifications à y introduire.

Des tentatives furent faites au sein de la Section centrale pour aboutir à cet accord préalable. Mais la gauche modérée se rencontra avec l'extrême gauche pour déclarer pareil accord inconstitutionnel. M. Beernaert finit par y renoncer et, comme le sentiment public se manifestait avec une force croissante, il engagea la Chambre à voter la revision.

Deux ans, presque jour par jour, s'étaient écoulés depuis la prise en considération. Les ouvriers, s'impatientant, annonçaient leur intention de faire la grève générale. D'aucuns voyaient dans ce qu'ils appelaient une menace un motif ou un prétexte pour ne pas céder. M. Beernaert estima, au contraire, que la revision s'imposait et, le 26 novembre 1892, motiva son opinion de la manière suivante :

« En dehors de l'appréhension d'un régime nouveau et dont les effets

» sont inconnus, il pourrait y avoir d'autres raisons d'hésiter : ce sont les
 » termes impérieux et menaçants dans lesquels certains groupes récla-
 » maient et réclament encore la revision. On voudrait, semble-t-il, que
 » vous parussiez ne céder qu'à la peur. On trace d'avance un programme
 » qu'il faudrait subir et qui devrait, au besoin, être réalisé par la violence.
 » Mais ces prétentions révolutionnaires... avec lesquelles aucune entente
 » n'est possible, ne peuvent être une raison pour ne pas faire ce que nous
 » croirions bon et juste.
 » *Dans un parti historique, la plupart estiment qu'il y a lieu d'étendre*
 » *le droit électoral, et je crois qu'on peut dire que tel est aussi, à présent,*
 » *le sentiment du pays. Réaliser ce progrès dans la mesure de ce qui appa-*
 » *raîtra légitime et opportun, ce sera non pas céder à ceux qui se déclarent*
 » *en guerre ouverte avec la société, mais leur enlever une arme redoutable.*
 » *Et puis, nos livres l'ont dit : Cherchons d'abord la justice, le reste nous*
 » *sera donné par surcroît* ⁽¹⁾. »

Ces considérations, sans doute, parurent décisives, car le vœu de revision fut voté à l'unanimité.

Nous ne croyons pas nécessaire de rappeler comment, à la Constituante, la majorité des deux tiers n'étant acquise pour aucun système, l'accord se fit, *in extremis*, sur une proposition à laquelle on n'avait même pas fait allusion, pendant vingt-trois mois de discussion. Cette proposition, certes, ne fut pas improvisée. Elle avait été suggérée par son auteur, M. Nyssens, dès 1890 et signalée comme base de transaction possible par Frère-Orban le 28 mars 1893. Elle avait été déposée le 12 avril pour être soumise à l'examen de la Section centrale. Mais il est permis de penser que son adoption fut, sinon déterminée, du moins accélérée par les événements qui, le 18 avril 1893, provoquaient à la Chambre le colloque suivant :

« M. BARA. — Le temps n'est plus à la discussion; d'ailleurs la discussion n'est plus guère possible, car le Parlement n'a plus son entière
 » liberté.

» M. WOESTE. — C'est parfaitement vrai.

» M. COOMANS. — Ne vous sentez-vous pas libre, M. Bara?

» M. BARA. — On est arrivé fatalement à subir les influences de l'extérieur. »

Ceux qui parlaient ainsi s'abstinrent de voter ou votèrent contre le nouvel article 47. D'autres, comme MM. Helleputte et Schollaert, se refusèrent à émettre un vote affirmatif, parce que le système plural « n'offre pas
 » les garanties de conservation, de durée, de stabilité qu'une réforme constitutionnelle doit nécessairement présenter ». M. de Smet de Naeyer déclara, à son tour, qu'il s'abstenait, parce que le principe de l'inégalité du

(1) *Ann. parl.*, 28 novembre 1892, p. 1067.

suffrage « recèle en lui le germe de sa propre destruction et que son introduction dans l'article révisé ne garantit pas suffisamment la stabilité du régime nouveau ».

Près de vingt ans ont passé depuis lors. L'événement a prouvé combien M. Woeste avait raison quand il disait que jamais l'ouvrier ne consentirait à compter pour un tiers, alors que le bourgeois compterait pour une unité entière. Le vote plural ne trouve plus guère de défenseurs, hors ceux qui jadis le déclaraient indéfendable. Et si, une fois de plus, nous allons, ci-après, rappeler pour quels motifs nous réclamons son abolition, c'est en nous excusant, par avance, de plaider encore un procès définitivement gagné devant l'opinion.

CHAPITRE II.

Les arguments contre le vote plural.

En instituant la majorité des deux tiers qu'exige l'article 131 de la Constitution, le Congrès national n'a pas eu seulement en vue de rendre difficile la revision du pacte constitutionnel. Il a voulu également que cette revision des lois fondamentales ne puisse jamais être une œuvre de parti, mais soit toujours, au contraire, le résultat d'un accord entre les partis.

C'est dans ces conditions qu'en 1893 la Constituante, après que la droite entière eut marqué ses préférences pour le système de l'habitation, inséra dans l'article 47 nouveau la transaction du 18 avril, qui accordait le suffrage général à l'extrême gauche, le triple vote des capacitaires à la gauche modérée et les voix supplémentaires de la propriété et de l'habitation à la droite.

Seule, la classe ouvrière n'avait pas été partie à cette transaction. C'est contre elle qu'avaient été prises les « garanties conservatrices » du système plural. Dès le premier jour, elle en réclama l'abolition et déclara poursuivre sa campagne pour le suffrage universel pur et simple. Mais des années devaient s'écouler avant qu'elle ne rencontrât quelque appui en dehors d'elle.

Aujourd'hui, au contraire, tout est changé. L'accord s'est fait, dans les partis d'opposition, pour réclamer, avec une insistance croissante, l'abolition du vote plural. En 1902, déjà, lorsque les gauches ont proposé la revision, le parti au pouvoir s'est trouvé seul pour s'y opposer, avec une unanimité, d'ailleurs, plus apparente que réelle.

Dans ces conditions, le système plural n'apparaît plus comme une transaction acceptée, sinon par tous, du moins par des hommes appartenant à des partis différents. Il ne trouve plus de défenseurs que dans un seul parti. Tous les autres se rencontrent pour lui reprocher d'assurer la majorité des suffrages à la minorité des citoyens, de constituer un injustifiable et indéfendable privilège de classe, de favoriser arbitrairement certains groupes de la population aux dépens des autres, de prêter à la fraude dans la confection de listes électorales et d'être devenu un élément de malaise politique et social.

1. — LE SYSTÈME PLURAL DONNE LA MAJORITÉ DES SUFFRAGES
A LA MINORITÉ DES CITOYENS.

A tous les degrés d'élection — qu'il s'agisse des Chambres, des Conseils provinciaux ou des Conseils communaux — les électeurs à une voix constituent la majorité du corps électoral, mais, partout, la majorité de l'ensemble des votes appartient aux électeurs pluraux.

Pour ne parler que des Chambres législatives, — seules visées par la présente proposition, — voici les chiffres d'après l'*Annuaire statistique de 1911* ⁽¹⁾ :

Chambre des Représentants :

993,070 électeurs à une voix . . .	993,070 suffrages.
704,549 électeurs pluraux . . .	1,717,784 id.

Sénat :

752,881 électeurs à une voix . . .	752,881 suffrages.
687,260 électeurs pluraux . . .	1,675,834 id.

Grâce à l'artifice des votes supplémentaires, la minorité des citoyens dispose donc de la majorité des voix.

Vainement objecte-t-on que la division du corps électoral en électeurs simples et électeurs pluraux ne correspond ni à la division des partis, ni à la division des classes; qu'il y a, en effet, des électeurs de l'une et l'autre catégorie dans tous les partis et dans toutes les classes.

Nous ne répondrons pas à cette objection pour ce qui concerne les partis. Quand on se place, comme nous le faisons, au point de vue de la justice, les conséquences politiques de la réforme électorale n'importent pas : l'avantage que les socialistes pourraient en tirer ne devrait pas plus être un argument pour ou contre le suffrage universel des hommes, que l'avantage qu'auraient éventuellement les catholiques au vote des femmes ne devrait être un argument pour ou contre le suffrage universel des deux sexes ⁽²⁾.

(1) P. 175.

(2) Sur les conséquences politiques de l'abolition du vote plural, on lira avec intérêt Barthélémy, *L'organisation du droit de suffrage et l'expérience belge*, pp. 401 et suiv.

Voici ses conclusions :

« C'est avec de prudentes réserves qu'il faut entendre les appréciations qui vont suivre » sur les effets politiques du vote plural : 1. Les plaintes du parti socialiste paraissent » légitimes et sont certainement exagérées ; 2. La pluralité n'est pas défavorable au parti » libéral ; 3. La pluralité constitue en faveur des catholiques un avantage très probable, » mais léger », (p. 402).

Et plus loin :

« En soulignant sans résultat appréciable les inégalités sociales, la pluralité accroît » artificiellement les forces du socialisme qu'elle prétend réduire. »

Mais, par contre, nous devons répondre à l'autre partie de l'objection, car le reproche fondamental que nous faisons au système de la pluralité des votes, c'est, précisément, qu'il est un privilège de classe et non, comme on le prétend, une faveur accordée aux meilleurs éléments de toutes les classes.

2. — LE VOTE PLURAL CONSTITUE UN PRIVILÈGE DE CLASSE.

Il y a certes des ouvriers et même, dans les grands centres industriels du pays noir, beaucoup d'ouvriers, propriétaires ou pères de famille, qui disposent d'un double ou d'un triple suffrage. Ainsi que le faisait remarquer notre collègue Hector Denis, à la Chambre des Représentants, le 3 juillet 1907, « la complexité des formes du privilège permet d'associer certaine » portion de la classe des travailleurs à certains de ces privilèges, et c'est » l'habileté du système d'avoir, par l'abaissement des diverses conditions » électorales, tenté de solidariser une partie des travailleurs avec les classes » aisées ».

Mais le fait n'en subsiste pas moins que, si tous les ouvriers ne sont pas des électeurs à une voix, tous, ou presque tous les électeurs à une voix sont des ouvriers, des prolétaires, n'ayant ni propriété, ni même ce que Nyssens appelait « un foyer décent ». Et, par contre, si tous les électeurs pluraux ne sont pas des bourgeois, tous les bourgeois petits et grands — sauf de négligeables exceptions — bénéficient du vote plural.

A quoi bon d'ailleurs insister sur pareille évidence ?

Si le vote plural n'était pas un privilège de classe, il n'aurait pas de raison d'être.

Tout au plus serait-on fondé à dire que, étant donné le grand nombre d'ouvriers qui disposent de votes supplémentaires, les classes bourgeoises n'ont pas un intérêt vital à maintenir, coûte que coûte et quoi qu'il arrive, un privilège irritant, auquel sa diffusion même enlève une partie de son efficacité.

Mais, si l'on se place au point de vue des principes, il suffit de considérer les diverses catégories du vote plural pour se convaincre qu'elles n'ont d'autre but que de favoriser électoralement les classes riches ou aisées, aux dépens des pauvres.

Ainsi que le constate M. Barthélémy dans son livre si objectif et si impartial, la Constituante de 1893, issue du cens, a imprégné de l'esprit censitaire son organisation du vote plural, même en ce qui concerne les voix supplémentaires que l'on ne croirait pas, au premier abord, se rattacher à une condition de fortune.

A. — *Les deux voix supplémentaires de la capacité.*

On sait que pour l'attribution de votes supplémentaires à la capacité l'article 47 ne tient aucun compte de l'instruction primaire. Le triple suf-

frage n'est accordé qu'aux citoyens ayant obtenu des diplômes d'un ordre élevé ou à ceux dont la profession suppose une instruction correspondante. Ces « hauts capacitaires » sont un peu plus de cinquante mille, disposant de cent cinquante mille suffrages. Nombre d'entre eux, au surplus, si le triple vote de la capacité n'existait pas, auraient néanmoins trois voix comme propriétaires et pères de famille. La disposition est surtout intéressante pour les instituteurs diplômés après cinq ans d'exercice et pour les prêtres catholiques ou les congréganistes qui, sans elle, ne pourraient jamais avoir que deux voix, celle de la famille leur étant interdite. Mais, en théorie tout au moins, le triple vote des « hauts capacitaires » est, de tous les votes supplémentaires, celui qui va le plus directement à l'encontre du principe d'égalité. Un ouvrier peut, si les circonstances s'y prêtent, acquérir la voix supplémentaire de la propriété et de la famille ; mais un ouvrier ne va pas à l'Université ; un ouvrier ne fait pas d'études moyennes du degré supérieur ; un ouvrier n'entre jamais dans les dix-neuf catégories de fonctionnaires dont on présume la capacité ; et, par conséquent, à de rares exceptions près, c'est la bourgeoisie seule qui profite de la triple voix des capacitaires.

B. — *La voix supplémentaire de la propriété.*

Celui qu'on a appelé, à juste titre, le père du vote plural, Nyssens, reconnaissait, sans ambages, en 1893, que le vote supplémentaire qu'il proposait d'accorder à la propriété était un privilège de classe :

« Le vote plural, disait-il, ne saurait être conservateur, s'il ne réservait » pas une part notable d'influence à la propriété. Voilà pourquoi une troi- » sième voix devait être réservée à la propriété, fût-elle minime, mobilière » ou immobilière. Et vraiment, je ne comprendrais pas que les progressistes, » même les plus avancés, puissent avoir la prétention, alors qu'ils sont » dans cette Chambre une minorité infime, de substituer à un régime élec- » toral qui, pendant soixante-deux ans, a été basé uniquement sur la pro- » priété, un régime qui, par une réaction aussi excessive qu'injuste et » imprudente, ne tiendrait nul compte de ceux qui possèdent et les noierait » dans la masse égalitaire de ceux qui ne possèdent rien. Un vote plural » accordé à la propriété, voilà, à mes yeux, une condition *sine qua non* du » suffrage généralisé. »

Il est vrai que, depuis lors, on a essayé de masquer le caractère conservateur de cette disposition. On a soutenu que cette voix supplémentaire de la propriété n'est pas accordée à la richesse, mais à l'épargne. Pour l'obtenir, dit-on, il suffit d'être propriétaire d'un titre de rente de 100 francs ou d'un immeuble de 2,000 francs. Or, quel est l'ouvrier honnête, laborieux, économe, qui ne soit en mesure, sinon d'épargner les 3,000 francs nécessaires pour avoir 100 francs de rente, du moins d'acquérir, avec toutes les facilités que la loi lui accorde, un immeuble de 2,000 francs ?

Les faits sont là pour répondre à cette question : on a construit, depuis dix ans, douze mille maisons ouvrières, et, à ce compte, il faudrait plus de six siècles pour que tous les électeurs à une voix arrivent à en conquérir une seconde. En attendant, il n'y a qu'un électeur sur quatre qui possède la voix supplémentaire de la propriété.

C. — *La voix supplémentaire de la famille.*

Si cette voix était accordée à tous les hommes mariés, à tous les pères de famille, on ne pourrait lui reprocher d'être un privilège de classe, une violation du principe d'égalité.

Mais il en est tout autrement lorsqu'elle est subordonnée, comme c'est le cas en Belgique, à cette double condition : 1° l'âge de 35 ans; 2° le paiement d'une contribution personnelle de 5 francs.

A première vue, certes, rien ne paraît plus égalitaire qu'une condition d'âge; et, cependant, en 1893, la condition d'âge inscrite dans l'article 47 a été inspirée par une considération de classe. M. de Burllet le reconnaissait, à la Chambre, en 1895 : si l'on a reculé l'âge de la concession de la voix du père de famille, c'est parce que, dans les classes bourgeoises, on se marie plus tard.

Quant à l'exigence des 5 francs de contribution, un seul chiffre suffit à nous dire quelle est exactement sa portée : d'après l'*Annuaire* de 1914, presque 50 % des pères de famille de 35 ans sont exclus par la condition de cens. Ils sont pères de famille, mais ont-ils le malheur de n'avoir pas un foyer décent et, par ce motif, le suffrage différentiel vient ajouter la dégradation politique à la dégradation si souvent imméritée de la misère!

En résumé, l'analyse des dispositions compliquées du système plural montre, à toute évidence, qu'il a été établi dans un esprit de classe et dans un intérêt de classe.

M. Dupriez méconnaît donc la portée réelle de ce système quand il écrit dans son livre sur *l'Organisation du suffrage universel en Belgique* :

« C'est à tous les citoyens capables et dignes que la Constitution a voulu
» accorder le privilège du double et du triple vote; quelle que soit la classe
» sociale à laquelle ils appartiennent. »

La vérité est que le législateur a voulu accorder le privilège plural à tous ceux qui possèdent quelque chose, pour maintenir ceux qui n'ont rien dans un état de perpétuelle minorité.

A supposer, d'ailleurs, qu'il en soit autrement, que M. Dupriez ait raison, que le but du système plural ne soit pas de consacrer la *suprématie d'une classe*, mais la *suprématie d'une élite*, sa justification ne serait pas plus aisée.

La notion de l'élite, en effet, est essentiellement subjective. Les uns estiment que la richesse est une présomption de moralité et de capacité. D'autres soutiennent, au contraire, que les plus grandes vertus se trouvent chez

les pauvres ⁽¹⁾. Et, en se plaçant à ce point de vue, on pourrait tout aussi bien justifier le vote plural des pauvres, pour mieux assurer le redressement de leurs griefs, que le vote plural des riches, pour mieux assurer la défense de leurs privilèges.

Admettons, au reste, pour un instant que les diplômés, les propriétaires, les gens ayant pignon sur rue soient réellement l'élite de la nation : serait-ce un motif pour leur donner des voix supplémentaires et pour assurer, par l'artifice du vote plural, leur prépondérance politique?

D'aucuns répondent que oui et reprennent ce mot de Taine : « Il faut » peser les voix et non les compter ».

Mais si compter les voix est facile, peser les voix est, au contraire, une insoluble difficulté. Où donc est la balance? Et quel est le moyen de pesage qui permettra de dire que tel citoyen doit peser deux ou trois fois plus lourd que tel autre? Ne voit-on pas, d'ailleurs, que même sans le vote plural, même en régime de suffrage égalitaire, les plus riches, les plus instruits disposent, par le fait de leur richesse et de leur capacité, d'une influence telle qu'il est inique de l'accroître encore par l'attribution de votes supplémentaires?

Il n'est pas difficile, au surplus, d'établir que le pesage des voix, tel qu'il se pratique en Belgique, n'aboutit pas à consolider la prépondérance d'une élite, mais à favoriser arbitrairement certains groupes de la population aux dépens des autres.

3. — LE VOTE PLURAL FAVORISE ARBITRAIREMENT CERTAINS GROUPES DE LA POPULATION AUX DÉPENS DES AUTRES.

Le vote plural en Belgique ne favorise pas seulement les riches. Il favorise aussi la petite bourgeoisie aux dépens de la classe ouvrière et les habitants des campagnes aux dépens des populations urbaines.

a) *La petite bourgeoisie.*

A l'époque où, dans la *Revue générale*, M. Woeste se prononçait pour une large extension du droit de suffrage, notre éminent collègue faisait de la petite bourgeoisie ce portrait assurément peu flatté :

« Par suite de l'abaissement du cens, décrété en 1848, la prépondérance » dans les villes appartient à la petite bourgeoisie. Qui contestera sérieuse- » ment que celle-ci soit peu instruite, indifférente en politique et souvent » en religion, parfois en morale, inconsciente des intérêts les plus vitaux de » la société, étrangère à toute passion noble et grande, facile à l'impulsion

(1) Cf. WOESTE, *Revue générale*, 1892 : « Les classes moyennes n'ont ni les élans généreux et désintéressés, ni les grandes vertus, ni l'esprit de foi et de patriotisme des classes inférieures, des cultivateurs et des ouvriers. »

» des mauvaises. Qu'on prenne nos grandes cités et l'on sera étonné de
 » l'ignorance des électeurs qui y font la loi. A part quelques phrases creuses
 » qui constituent tout leur bagage intellectuel, ils ne savent rien, ils votent
 » pour les libéraux, sans se douter du caractère des luttes qui divisent les
 » partis et, *quand ils ont voté, ils retournent à leurs affaires sans plus*
 » *s'occuper de la chose publique.* »

Nous sommes aussi peu disposés que possible, assurément, à faire nôtres toutes ces appréciations.

M. Woeste, lui-même, s'il y revenait, ferait sans doute à ce portrait quelques retouches. Aussi bien les tendances politiques de la petite bourgeoisie ne sont plus ce qu'elles étaient en 1870, et ce serait sans doute un motif pour que notre collègue se montre plus indulgent à son égard. Mais on voudra bien reconnaître que, peut-être, tout n'était pas injuste dans le jugement qu'il portait sur l'indifférentisme et l'ignorance politiques de la petite bourgeoisie, et, dans ces conditions, nous avons le droit de dire qu'il n'y a pas de motifs pour placer dans un état d'infériorité vis-à-vis d'elle, une classe ouvrière qui, depuis vingt-cinq ans, a donné tant de preuves, au contraire, de maturité et de capacité.

b) *Les habitants des campagnes.*

Dans tous les pays, sous l'influence des mêmes préoccupations conservatrices, on s'est efforcé, par divers moyens, d'attribuer aux électeurs des campagnes une part de représentation plus forte que celle qui revient, de par leur force numérique. En Allemagne, par exemple, des circonscriptions rurales de trois à quatre mille électeurs élisent autant de députés que des circonscriptions urbaines qui en ont plus de cent mille. En Belgique, les initiateurs du vote plural sont arrivés au même résultat, bien que dans de moindres proportions, grâce au système de la pluralité : chacun sait, en effet, que, toutes autres conditions étant égales, la proportion des voix supplémentaires est plus forte dans les campagnes que dans les villes.

Voici, d'ailleurs, ce que dit à cet égard M. Maurice Sauveur dans son *Introduction à la statistique du vote plural*, qui a été publiée en 1910 par le Ministre de l'Intérieur :

« La proportion des électeurs à vote simple est sensiblement plus forte
 » dans les grandes communes que dans les autres. Le vote plural donne
 » plus dans les campagnes que dans les villes, malgré la présence dans
 » celles-ci d'un plus grand nombre d'électeurs capacitaires. L'explication se
 » trouve principalement dans l'élément « propriété » beaucoup plus abon-
 » damment représenté dans le groupe des communes de moins de
 » 2,000 habitants que dans les autres. En outre, bien des électeurs chefs
 » de famille n'occupent, dans les grandes villes, que des appartements
 » ou des chambres, pour lesquels ils ne paient pas de contribution per-
 » sonnelle. »

Frère-Orban n'avait donc pas tort quand il disait : « Vote plural, c'est vote rural. »

Certains défenseurs de la disposition constitutionnelle que nous proposons de reviser ne contestent pas le fait ; mais ils prétendent le justifier.

M. Dupriez, professeur à l'Université de Louvain, par exemple, s'exprime, à cet égard, en ces termes :

« Les grandes agglomérations, les faubourgs suburbains surtout, dit-il, ont moins de votes proportionnellement que les autres parties du pays. C'est un fait hautement légitime et désirable : c'est là, en effet, que s'accumulent les populations les moins aptes à l'exercice des droits politiques, celles que leur inhabileté, parfois aussi leurs défauts et leurs vices, maintiennent dans une situation inférieure, celles qui donneront en général le vote le moins éclairé et le plus passionné. C'est un fait fatal, d'ailleurs, et le suffrage universel maintiendrait lui-même une inégalité à leur détriment : c'est là, plus que partout ailleurs, que se rencontreront les exclus et les indignes de toutes catégories ⁽¹⁾. »

Nous ne voulons pas relever ce qu'il y a d'injurieux et d'injuste dans pareil langage. Nous ne discuterons pas avec M. Dupriez le point de savoir si les électeurs de Gand, de Bruxelles, de Molenbeek ou de Borgerhout sont moins éclairés, moins honnêtes, moins aptes à l'exercice des droits politiques que ceux des cantons de Vilvorde, de Cruyshautem ou de Santhoven.

Il nous suffit de dénoncer l'arbitraire de ces évaluations intellectuelles ou morales et, par conséquent, l'impossibilité de justifier avec de tels arguments l'inégalité que le vote plural établit entre les villes et les campagnes. Sous le régime censitaire, les campagnes étaient sacrifiées au profit des villes. Aujourd'hui les villes sont sacrifiées au profit des campagnes. Nous demandons que, par l'institution du suffrage universel, l'égalité soit rétablie entre des populations dont les intérêts sont également respectables et qui ont le même droit à une exacte représentation.

4. — LE SUFFRAGE PLURAL PRÊTE A LA FRAUDE DANS LA CONFECTION DES LISTES ÉLECTORALES.

De tous les arguments que l'on a fait valoir contre le vote plural aucun peut-être n'a plus impressionné l'opinion que celui des facilités qu'il donne à des administrations peu scrupuleuses pour pratiquer la fraude dans la confection des listes électorales.

Que l'on songe, en effet, aux diverses titres des voix supplémentaires : famille, mariage, enfants, paiement d'une certaine somme d'impôts, propriété d'une valeur déterminée, inscription de rente, diplômes, certificats universitaires, fonctions, professions, etc. Autant d'occasions de tricher, avec la

(1) DUPRIEZ, *L'organisation du suffrage universel en Belgique*, p. 164.

quasi-certitude de l'impunité, car on peut toujours prétendre qu'il y a eu erreur!

Nous savons bien que, malgré des interventions judiciaires retentissantes, on conteste que la confection des listes électorales s'accompagne de graves abus. Au surplus, ajoute-t-on, il y a des recours. Les individus ou les partis peuvent procéder à la vérification des listes. Ils peuvent réclamer. Ils peuvent s'adresser aux tribunaux.

En théorie, certes, mais, en fait, si quelques particuliers réclament en temps utile, la plupart d'entre eux arrivent trop tard; et, d'autre part, la vérification systématique des listes par les partis exige des ressources considérables, ce qui aggrave encore cette influence de l'argent qui est une des plaies de nos démocraties contemporaines.

Pour mettre d'ailleurs en pleine lumière les inconvénients qui résultent de la complication des votes pluraux, nous ne pouvons mieux faire que de rappeler l'ordre du jour voté, en juillet 1912, par l'Association des secrétaires communaux du Centre (qui compte, parmi ses membres, des hommes appartenant à tous les partis, et qui s'interdit elle-même toute action politique.

Voici ce document :

- » L'Association des secrétaires communaux du Centre et des environs, en
- » réunion mensuelle du 1^{er} juillet 1912, à laquelle assistaient les secrétaires
- » de communes réunissant ensemble environ 100,000 habitants,
- » Considérant que ses statuts proscrivent la politique de ses discussions;
- » Attendu qu'il résulte de l'étude faite ce jour de la revision des listes
- » électorales que le travail de la bonne confection d'une liste ne comporte
- » pas moins de quarante points distincts nécessitant des recherches labo-
- » rieuses et compliquées et, partant, sujettes à de fréquentes erreurs;
- » Considérant que les nombreux arrêts contradictoires des cours d'appel
- » n'ont fait que mettre en relief ces complications d'une besogne qui absorbe
- » le temps précieux du personnel des communes;
- » Considérant que les électeurs, peu familiarisés avec le mécanisme de
- » la revision des listes, ne réunissent ou ne produisent qu'avec difficulté les
- » éléments destinés à leur assigner le nombre de voix auquel ils ont droit;
- » Attendu que la responsabilité, tant morale que pénale, retombe en der-
- » nier ressort sur le secrétaire communal;
- » Attendu, en outre, qu'une législation aussi diffuse favorise la fraude et
- » n'assure pas au corps électoral la valeur que la loi avait pour but de lui
- » attribuer;
- » Attendu que les associations de secrétaires communaux ont à leur
- » programme la simplification des formalités administratives;
- » Émet à l'unanimité, abstraction faite de toute idée politique, le vœu de
- » voir le parlement adopter une loi accordant le suffrage universel pur et
- » simple. »

Ces considérations d'ordre pratique, assurément, ne suffiraient pas à elles

seules pour faire condamner le système plural. Mais, venant s'ajouter à d'autres, plus fondamentales, elles nous paraissent de nature à impressionner l'opinion.

5. — LE VOTE PLURAL EST DEvenu UN ÉLÉMENT DE MALAISE POLITIQUE ET SOCIAL.

Il y a de longues années déjà, en 1882, celui de tous les hommes d'État belge qui avait le plus obstinément résisté au mouvement pour le suffrage universel, Frère-Orban, disait à la Chambre : « La question de la réforme » électorale, il n'est donné à personne de la clore ; elle s'imposera à tous les » cabinets, à ceux de droite, comme à ceux de gauche. »

Depuis cette déclaration prophétique, en effet, la question électorale n'a jamais été close. Elle n'a cessé de s'imposer à tous les gouvernements. Elle ne cessera de peser sur le pays que le jour où une réforme suffisamment large, acceptable et acceptée par tous, donnera un fondement définitif à la souveraineté nationale. En attendant, le malaise qu'elle engendre dans l'ordre politique et social s'aggrave de jour en jour, et, nous osons le dire, il serait de l'intérêt, bien entendu, des conservateurs eux-mêmes d'y mettre fin, en faisant justice à ceux qui, depuis vingt ans, ont mis tout en œuvre pour l'obtenir.

C'est ce que constatait déjà, à la veille des élections générales dernières, M. Barthélémy, qui ne repousse pas le principe de vote différentiel, qui estime même que le régime établi en 1893 a pu être une transition utile, mais qui ajoutait :

« J'ai montré que la pluralité ne semble pas donner des résultats sensiblement différents de ceux du « pur et simple ». Et, cependant, elle » enlève en partie au pouvoir le bénéfice de l'autorité morale que lui donnerait une élection au suffrage égalitaire. Quelle que soit la majorité » qu'obtienne un parti, on l'accusera de profiter de « l'escroquerie plurale » ; » il sera l'élu des privilèges, répugnant aux mœurs actuelles, de la richesse » et de la capacité encore réservée aux riches. C'est l'opposition qui représente la majorité des électeurs ; personne ne s'incline devant le verdict » du corps électoral et, ainsi, *la pluralité détient l'effet pacificateur de la » représentation proportionnelle ; une suspicion générale empoisonne toute » la vie politique. L'autorité du Gouvernement ne semble plus reposer sur » le droit et la justice, mais une sorte de violence permanente qui constitue » une provocation constante à l'émeute et au désordre.* »

Tels sont les motifs que nous invoquons pour réclamer l'abolition du vote plural. A cet fin, nous demandons aux Chambres de décider qu'il y a lieu de reviser les articles 47 et 53 de la Constitution. Nous nous réservons, si cette proposition est adoptée, de défendre devant le corps électoral et, éventuellement, devant la Constituante, les deux réformes suivantes : 1^o abolition du Sénat ; 2^o élection des membres de la Chambre des Représentants.

sentants par le suffrage universel de tous les citoyens âgés de 21 ans. Mais il va sans dire que, pour le moment, le principe même d'une nouvelle revision constitutionnelle est seul en cause. La présente proposition peut être votée, quelle que soit la formule qui ait les préférences de ceux qui la voteront.

CHAPITRE III.

L'opportunité de la revision constitutionnelle.

Les objections que l'on fait encore à une nouvelle revision constitutionnelle sont, essentiellement, des objections d'opportunité. On ne défend plus le principe du vote plural. On invoque plus guère d'autres titres à son maintien que son existence même. On se borne à dire que le moment n'est pas venu de reviser, et cela pour les motifs suivants :

1° Le corps électoral, aux élections du 2 juin 1912, se serait prononcé contre le suffrage universel ;

2° Avant d'aborder un problème aussi grave qu'une revision constitutionnelle, il faut que l'accord soit établi entre les partis. Or, jusqu'à présent, cet accord n'existe pas.

De ces deux arguments, le premier ne nous retiendra pas longtemps.

Fût-il établi que, grâce au vote plural, le corps des électeurs, juge dans sa propre cause, se serait prononcé, à une faible majorité, pour le maintien du vote plural, ce ne serait pas encore un motif pour que le Gouvernement se refuse à tenir compte du vœu de la majorité réelle du pays.

Mais, en fait, on ne saurait prétendre que, le 2 juin dernier, la majorité des voix se soit prononcée contre la revision ou contre le suffrage universel. Elle a entendu maintenir le Gouvernement actuel au pouvoir, mais elle ne lui a pas donné le mandat de s'opposer à la réforme électorale. Il suffit de rappeler, pour l'établir, qu'au cours de la campagne qui a précédé les élections, plusieurs candidats siégeant aujourd'hui sur les bancs de la majorité ont fait des déclarations formelles en faveur de l'une ou l'autre des modalités du suffrage universel.

Reste l'autre argument, qui a été développé avec beaucoup de force par notre honorable collègue M. Helleputte, à la séance de la Chambre du 2 juillet 1912 :

« M. HELLEPUTTE. — Avant d'aborder un problème aussi redoutable, aussi complexe, aussi grave qu'une révision constitutionnelle, il faut que l'accord soit établi entre les différents partis. Une revision constitutionnelle ne peut être l'œuvre d'un seul parti.

» M. HYMANS. — Évidemment.

» M. HELLEPUTTE. — Nous ne voulons pas recommencer l'expérience de

» 1894. Nous avons vu à cette époque la Chambre siéger pendant quatre
 » ans d'une façon presque ininterrompue. Les systèmes succédaient aux
 » systèmes. Celui qui était proposé la veille était renversé le lendemain.
 » Et nous avons abouti à quoi? Nous avons abouti — je ne fais pas le
 » procès du vote plural, je n'incrimine rien, ni personne — à une réforme
 » qui n'a même pas été discutée, qui a surgi à l'improviste après que toutes
 » les autres avaient disparu. Ce n'est pas ainsi qu'une revision doit se
 » faire.

» M. HYMANS. — Vous avez raison.

» M. MASSON. — C'est vrai.

» M. ALLARD. — Vous venez de condamner le suffrage plural.

» M. PEPIN. — Et vous condamnez aussi le vote plural.

» M. HELLEPUTTE. — Mais non! Je vous dis que je ne le discute même
 » pas. (*Si! si! à l'extrême gauche.*)

» M. DEMBLON. — Vous n'avez quand même donné qu'une voix aux
 » ouvriers catholiques, et trois aux riches, même francs-maçons!

» M. HELLEPUTTE. — Si des membres de cette Chambre veulent étudier
 » le problème de la revision, qu'ils le fassent, qu'ils causent : s'ils arrivent
 » à une solution qui puisse rencontrer une majorité suffisante tout en pré-
 » sentant assez de garanties au pays, on pourra aviser. Mais, aussi long-
 » temps que cela ne sera pas fait, je dis que la prise en considération
 » d'une proposition de revision est inadmissible. »

L'honorable M. Helleputte, dont les déclarations ont rencontré grand
 accueil sur les bancs de la droite, semble donc vouloir subordonner la re-
 vision à un accord préalable des partis.

Nous avons vu qu'en 1892 M. Beernaert avait déjà demandé la même
 chose et que, dans la Section centrale saisie du vœu de revision, la majori-
 té fit un effort pour aboutir à une entente sur le système de l'habitation. Mais
 cet effort resta vain. On objecta qu'une entente préalable serait contraire à
 la Constitution, que l'on ne pouvait engager la future Constituante, que tout
 au plus pouvait-il être question d'échanger des vues sur le régime électoral
 futur. Bref, M. Beernaert dut se rendre à ces raisons. La revision fut votée.
 Les élections eurent lieu sans qu'un terrain d'entente ait été trouvé, et,
 M. Helleputte a eu raison de le dire : on a abouti, dans ces conditions, à
 une réforme qui n'a même pas été discutée, à une formule qui a surgi, à la
 onzième heure, après que toutes les autres avaient été rejetées.

Mais pareille situation risque-t-elle de se reproduire aujourd'hui. Evidem-
 ment non.

Il reste vrai, certes, qu'un accord préalable entre les partis se heurterait
 aux mêmes objections d'ordre politique et constitutionnel qu'en 1892. Et,
 disons-le bien haut, pas plus que l'opposition d'alors, nous ne pourrions
 consentir à nous lier les mains, à retrancher quoi que ce soit de notre pro-

gramme, à abdiquer notre droit de défendre devant le corps électoral la réforme pour laquelle nous avons toujours lutté, c'est-à-dire le suffrage universel à 21 ans.

Mais nous sommes convaincus, d'autre part, que si l'on voulait « causer », que si les divers groupes politiques procédaient à un échange de vues sur la manière dont ils comprennent la réforme électorale, ceux qui, de bonne foi, sont disposés à faire la revision, mais ont la préoccupation légitime de savoir où la revision les conduirait, auraient bien vite toutes garanties sur la possibilité de former, dans la future Constituante, avec nous, ou sans nous, la majorité des deux tiers requise par l'article 134 de la Constitution.

Il ne s'agit plus, en effet, comme c'était le cas en 1892, de choisir entre des systèmes électoraux fondés sur des principes différents.

A l'époque de la première revision, le Parlement était divisé en trois groupes, d'importance numérique inégale, mais dont aucun ne formait à lui seul la majorité des deux tiers : les progressistes demandaient le suffrage universel ; les libéraux modérés défendaient le capacitarat ; la droite s'était ralliée au système de l'habitation. Chaque groupe défendait, avec obstination, sa formule, et, entre ces formules, il n'y avait de conciliation possible que par l'adoption d'une cote mal taillée.

A présent, au contraire, les choses se présentent dans des conditions beaucoup plus simples : toutes les formules de réforme que l'on met en avant sont fondées sur le même principe et ne diffèrent entre elles que par l'application, plus ou moins radicale, de ce principe.

Ce sont :

- 1° Le suffrage universel des deux sexes ;
- 2° Le suffrage universel des hommes âgés de 21 ans ;
- 3° Le suffrage universel des hommes âgés de 25 ans ;
- 4° Le suffrage universel des hommes âgés de 21 ou 25 ans, avec double vote des pères de famille à un âge déterminé.

Nous attendrons, pour discuter le suffrage universel des femmes, que la question soit sérieusement posée. Nos sympathies — nous l'avons prouvé en toutes circonstances — sont acquises aux revendications féministes. Nous sommes résolus à faire tout ce qui dépendra de nous pour que le temps vienne où, en Belgique comme ailleurs, la cause de l'égalité politique des sexes soit gagnée devant l'opinion. Mais nous n'entendons pas faire le jeu de ceux qui ne parlent du suffrage des femmes que pour combattre, plus efficacement, le suffrage des hommes.

Restent les autres formules.

Or, qui ne voit que, dans l'hypothèse où une majorité des deux tiers n'adopterait pas la première, le suffrage universel à 21 ans, elle pourrait se constituer en dehors de nous sur la seconde et, au pis aller, sur la troisième ? Il n'y aurait donc pas à craindre, en cas de revision, qu'aucune majorité ne puisse se former et que l'on soit contraint, comme il y a vingt ans, d'adopter,

en désespoir de cause, un système qui n'aurait pas subi l'épreuve de la discussion.

Quant à la question du Sénat, elle se présente, elle aussi, dans des conditions beaucoup plus simples qu'en 1892-1893.

Nos opinions au sujet du Sénat sont connues. Nous sommes partisans d'une Chambre unique, dont les décisions seraient préparées par des Conseils législatifs représentant les diverses fonctions sociales, et devraient, dans des cas à déterminer, être soumis à l'approbation populaire, par voie de referendum. Mais nous ne pouvons espérer le triomphe immédiat de cette solution intégrale et, en cas de revision de l'article 33, ferions avant tout, porter notre effort contre ce qu'il y a de plus évidemment défectueux dans l'organisation actuelle de la seconde Chambre.

Or, ici encore, l'on peut prévoir que, dans ces limites, il ne serait pas difficile de réunir une majorité des deux tiers sur une formule acceptable.

Dès à présent, les deux Chambres sont élues, sauf la différence d'âge, par le même corps électoral. Une fois le vote plûral aboli, le débat ne porterait donc, pour ce qui concerne l'électorat sénatorial, que sur l'abolition, d'après nous nécessaire, des sénateurs provinciaux et sur la question, relativement secondaire, de savoir si l'âge de 30 ans devrait être maintenu ou si, comme le voulait M. Woeste en 1893, les deux Chambres devraient être nommées par les mêmes électeurs.

D'autre part, en ce qui concerne l'éligibilité, tout homme raisonnable sera obligé de reconnaître l'absurdité du système actuel, qui oblige un grand parti — faute d'un nombre suffisant d'éligibles censitaires — à se faire représenter par des élus appartenant à d'autres partis. Et, à n'en pas douter, il serait facile de se mettre d'accord pour créer une autre catégorie d'éligibles, dispensés du cens, qui comprendrait, par exemple, les membres et anciens membres des conseils provinciaux et communaux, les membres des conseils de prud'hommes et des conseils de l'industrie et du travail, les titulaires de certains diplômes.

Sur toutes ces questions, évidemment, un échange de vues, préalable à la revision, pourrait être utile. Bien plus, nous admettons, avec M. Helleputte, que cet échange de vues s'impose.

Mais, à notre avis, le meilleur moyen de l'instituer dans des conditions de publicité satisfaisantes, c'est la prise en considération du vœu de revision constitutionnelle et la formation d'une section centrale ou d'une commission dans laquelle tous les groupes et toutes les opinions soient représentées.

Et maintenant un dernier mot.

Il y a, dans l'histoire de toutes les grandes réformes, un moment où elles cessent d'être la revendication d'un parti ou d'une classe, pour devenir une aspiration nationale. Ce moment est-il venu pour le suffrage universel? Nous le croyons et, de toute notre âme, souhaitons que ceux qui ont la responsabilité du pouvoir soient d'accord avec nous pour le penser.

Le régime plûral aura bientôt duré vingt ans. Il a fallu déjà, pour le

maintenir, une répression sanglante. Cette répression n'a pas empêché que l'idée du suffrage égalitaire continue à faire son chemin. Jadis la classe ouvrière était seule à le réclamer. Il est, aujourd'hui, la plateforme commune de tous ceux qui ont le souci de la justice ou la préoccupation de la paix publique.

Certes, nous ne nous le dissimulons pas, il faudra, pour assurer son avènement, désarmer encore bien des résistances. Mais nous espérons ne pas compter en vain, pour les faire fléchir, sur les plus clairvoyants de nos adversaires.

Ils n'ont, pour repousser notre proposition, aucun motif de principe. Ils peuvent, sans rien compromettre, écouter l'appel à la justice que leur adresse toute une classe. Ils se trouvent dans les conditions les plus favorables pour faire honneur à leur parti d'une réforme dont le triomphe est certain. Ils savent, par l'histoire de la première revision, ce qui advient des partis ou des hommes d'État qui résistent à la démocratie, le jour où la démocratie l'emporte. Et, d'autre part, ils n'ont pas, ils ne peuvent pas avoir, l'illusion de penser que, si demain la cause de l'égalité politique devait éprouver un nouvel échec, la question serait résolue et le régime plural consolidé : ce serait bien mal connaître la classe ouvrière belge et son indomptable ténacité.

Lorsque, le 26 janvier 1866, quelques travailleurs, réunis à Bruxelles, annoncèrent leur ferme propos de poursuivre l'abolition du régime censitaire, le manifeste qu'ils lancèrent se terminait par ces mots :

« Voués au travail, les grands labeurs ne nous arrêteront pas, la bourgeoisie a combattu pour obtenir pièce à pièce tout ce dont elle jouit; nous sommes capables de combattre comme elle et résolus à le faire. Elle nous a donné l'exemple de ce que peuvent l'activité, l'opiniâtreté, l'énergie; cet exemple, nous allons le suivre. »

Cinquante années, bientôt, auront passé depuis lors, et les ouvriers belges peuvent se rendre le témoignage que cette parole a été tenue. Jamais leur propagande pour le suffrage universel ne s'est interrompue. Jamais leur activité n'a fait trêve. Et, de dix en dix ans, avec la régularité saisissante d'un phénomène naturel, on les a vus tenter un nouvel effort : c'est, en 1871, après leur première campagne, l'abaissement du cens communal à 10 francs, que M. Woeste saluait comme une première étape vers la revision et le suffrage universel; c'est, en 1882, le mouvement qui aboutit à la loi des capacitaires; en 1892, la première revision; en 1902, la grève de trois cents mille travailleurs pour le suffrage universel, et, aujourd'hui enfin, la proposition que nous avons l'honneur de faire comme aboutissement d'un mouvement d'opinion dont nul ne méconnaît plus l'étendue et la profondeur.

Cette proposition sera-t-elle accueillie?

Le Gouvernement s'inspirera-t-il de l'exemple que sut donner M. Beernaert, dans des circonstances infiniment plus difficiles, alors que la droite

était en grande majorité hostile et que, dans l'opposition même, l'unanimité était loin d'être acquise au principe de la revision ?

Nous le souhaitons ardemment pour la classe ouvrière et pour le pays.

Jamais, peut-être, le Parlement belge ne s'est trouvé en face de problèmes aussi graves que ceux de l'heure présente.

Ce n'est pas seulement la question financière qui constitue toujours, pour un parti au pouvoir, une difficulté redoutable. Ce n'est pas seulement la question scolaire, qui menace, si on ne la résoud pas dans un esprit de large conciliation, de rallumer la guerre civile des âmes. C'est l'existence même de la nationalité, que des périls, tous les jours plus proches et plus menaçants, mettent en cause.

Le Gouvernement annonce que, pour faire face à toutes les éventualités, il se propose de demander au pays, pour la défense du territoire, de nouveaux et onéreux sacrifices en argent et en homme.

Mais peut-il croire qu'aux jours d'épreuve ces sacrifices, fussent-ils consentis, pourraient suffire, si la nation restait divisée contre elle-même, si les travailleurs, atteints à la fois dans leur dignité et dans leurs intérêts, continuaient à n'être, dans la patrie commune, que des inférieurs et des déshérités, s'ils voyaient accroître leurs charges sans augmenter leurs droits, s'ils devaient arriver à la conviction désespérante de ne pouvoir obtenir, par les voies légales, l'égalité politique déjà réalisée dans les pays voisins ?

Il y a trois quarts de siècle, sous la monarchie censitaire de Louis-Philippe, l'un des penseurs les plus profonds de la moderne bourgeoisie, Tocqueville, écrivait déjà :

« Je dis que le plus puissant moyen, et peut-être le seul qui nous reste,
» d'intéresser les hommes au sort de la patrie, c'est de les faire participer
» à son gouvernement. De nos jours, l'esprit de cité me semble inséparable
» de l'exercice des droits politiques. »

Puissent ceux qui reconnaissent avoir reçu du « pays légal » un mandat de modération s'inspirer de ces paroles !

Puissent les chefs d'un grand parti, dont l'idéal religieux a su retenir une fraction notable de la classe ouvrière, répondre au désir d'égalité qui commence à s'affirmer dans leurs propres rangs ! Ce n'est plus une minorité, c'est la grande majorité du pays, c'est tout un peuple qui demande justice. Nous avons confiance que sa voix sera écoutée.

ÉMILE VANDERVELDE.

**Proposition de loi tendant à la revision
de divers articles de la Constitution.**

**Wetsvoorstel tot herziening van som-
mige artikelen der Grondwet.**

ARTICLE UNIQUE.

Les députés soussignés ont l'honneur
de proposer à la Chambre des Représen-
tants d'adopter la déclaration sui-
vante :

« Il y a lieu à revision des articles
47, 53, 54, 55, 56, 56^{bis}, 57, 58 et
59 de la Constitution. »

EENIG ARTIKEL.

De ondergeteekenden hebben de eer
aan de Kamer der Volksvertegenwoor-
digers voor te stellen, de volgende ver-
klaring aan te nemen :

« Er bestaat reden om de artikelen
47, 53, 54, 55, 56, 56^{bis}, 57, 58 en 59
der Grondwet te herzien. »

ÉMILE VANDERVELDE.

LÉON FURNEMONT.

M. TERWAGNE.

J. DESTRÉE.

H. DENIS.

E. ANSEELE.



Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 19 NOVEMBER 1912.

Wetsvoorstel tot herziening van sommige artikelen der Grondwet.

TOELICHTING.

MIJNE HEEREN,

Den 18ⁿ April 1902, dag van rouw voor de arbeidersklasse, op het oogenblik dat de Kamer de herziening der Grondwet andermaal zou tegenhouden bij den aanvang van de parlementaire proceduur, sprak ons achtbaar medelid, de heer Woeste, als volgt :

« Wij weten dat de instellingen niet onveranderlijk zijn. De wetten zijn » onbestendig en, wilden de partijen de kiesvraagstukken onderzoeken » zonder hartstocht, wilden zij streven naar eene andere oplossing dan » de thans bestaande, zonder het zuiver en eenvoudig algemeen stemrecht » in te voeren, houd ik mij overtuigd dat tal van Kamerleden tot dit » onderzoek zouden toetreden ⁽¹⁾. »

Sedert deze woorden werden uitgesproken, deden zich nieuwe feiten voor. Talrijke tegenstanders van het algemeen stemrecht hebben zich daarmee vereenigd. Meer nog dan in 1902, zoo mogelijk, is het onderzoek, waartoe de heer Woeste toetrad, thans gewettigd. Ook koesteren wij de hoop, dat de Kamer den wensch tot herziening der Grondwet, dien wij de eer hebben hierna uiteen te zetten, ditmaal gunstiger onthalen zal.

(1) *Handelingen van de Kamer der Volksvertegenwoordigers*, 1901-1902, bl. 1223.

HOOFDSTUK I.

De vroegere kieshervormingen.

Sinds 1830 kwamen er in België drie groote kieshervormingen tot stand :

1. De wet van 12 Maart 1848, waarbij de kiescensus werd verlaagd tot het grondwettelijk minimum ;

2. De wet van 12 Juni 1874, waarbij de census voor het provinciaal kiesrecht werd verminderd tot 20 frank en die voor de gemeente tot 10 frank. Enkele jaren later werd zij aangevuld door de wet van 18 Augustus 1883, de zoogenaamde « wet der bekwaamheidskiezers » ;

3. De Grondwetsherziening van 1893.

Al deze handelingen der Wetgeving werden voorafgegaan door een min of meer lang tijdperk van woeling. Het zal niet zonder nut zijn, een beknopt geschiedkundig overzicht daarvan te leveren. Daarin zal men, ten gunste van dit voorstel, beweegredenen vinden, geschikt om indruk te maken.

1. — DE WET VAN 12 MAART 1848.

Het Nationaal Congres was vooreerst vanzins, geen ander beginsel in de Grondwet op te nemen dan dit van de rechtstreeksche verkiezing. Het had zelfs een tekst aangenomen, krachtens welken de voorwaarden, vereischt om kiezer te zijn, door de kieswet zouden bepaald worden. Doch, ten gevolge van het optreden van Defacqz en ondanks het advies der Middenafdeeling, veranderde het van gedachte en nam, ten slotte, de beruchte bepaling aan, krachtens welke men, om kiezer te zijn, ten minste 20 gulden rechtstreeksche belastingen moet betalen.

De Grondwet werd voorgoed aangenomen den 7ⁿ Februari 1831. Vijf dagen nadien vatte het Congres het onderzoek van het ontwerp van kieswet aan en stelde eene tabel vast, waarbij het bedrag van den kiescensus werd bepaald, afzonderlijk voor elke der negen provinciën, tusschen een maximum van 80 gulden (169 frank) en het grondwettelijk minimum van 20 gulden (fr. 42.32).

Dit stelsel kwam met de zienswijze van de « kiesgerechtigden » zoo goed overeen, dat de Kamers in 1836, toen zij de verkiezingen voor de provincie en de gemeente moesten regelen, eveneens aannamen het beginsel van den differentieelen aanslag in de belasting, met een minimum van 15 frank en een maximum van 100 frank.

Gedurende de eerste zestien jaren van België's onafhankelijkheid werd geen enkele ernstige poging gedaan om de grondslagen der kieswetgeving te wijzigen. De verstandhouding, die hieromtrent bestond onder de partijen, werd alleen dan ernstig gestoord, wanneer het eerste liberaal Congres den

14ⁿ Juni 1846 werd gehouden. Zelfs nog in deze vergadering, welke Louis-Philippe bij zijnen schoonzoon aanklaagde als eene « op revolutionnaire » wijze aangestelde Nationale Conventie », beschouwden meest al de afgevaardigden de verlaging van den census tot het grondwettelijk minimum als eene nog ver verwijderde mogelijkheid. In naam van de Luikenaars, vroeg Frère-Orban zelfs dat deze quaestie eene vrije quaestie zou blijven:

« Het door ons behandeld programma — zoo sprak hij — is het » programma van heden, niet dat van de toekomst. Ik wilde niet vragen » dat de census zou worden verlaagd tot het door de Grondwet bepaalde » minimum; eenstemmig is men van oordeel dat die maatregel niet van » nu af kan ingevoerd worden; in de huidige omstandigheden zou hij zelfs » slecht, ontijdig en gevaarlijk zijn... »

En, daar de radicale leden van het Congres op hevige wijze onderbraken, voegde hij er bij :

« Men verlangt dat ik de gevaren nader aantoon? Deze gevaren schij- » nen mij blijkbaar : in den huidige toestand zouden tal van kiezers met » den census van 20 gulden niet genoeg waarborgen van orde, kennis en » onafhankelijkheid opleveren. De census van 20 gulden zal u geene kiezers » geven, maar wel knechten, lieden die onder andermans dwang staan, » mannen die noch kennis genoeg, noch onafhankelijkheid genoeg zullen » hebben om te wederstaan aan den invloed waaraan zij zullen blootge- » steld zijn. »

Het Congres, zonder zich te vereenigen met al deze beschouwingen, durfde enkel vragen dat de census *geleidelijk* zou worden verlaagd tot het grondwettelijk minimum. Ook, toen de liberalen het jaar nadien aan het bewind kwamen, diende Minister Rogier, den 14ⁿ Februari 1847, enkel een wetsontwerp in, waarbij de census tot het grondwettelijk minimum van 20 gulden werd verlaagd voor eene enkele, weinig talrijke klasse van burgers, met name die welke bevoegd zijn om als gezworenen op te treden.

Zulke « hervorming » zou slechts twaalf tot vijftien honderd nieuwe kiezers tot de stembus hebben geroepen. Doch, daar het wetsontwerp, zelfs in zulke mate beperkt, nog eene zekere bezorgdheid verwekte, zegde hij, den 25ⁿ Februari 1848, het volgende :

« *Steeds* zal ik mij houden binnen de wijze grenzen, welke ik mij heb » gesteld, en *nooit* zal ik verder gaan ! »

Intusschen vernam men te Brussel het nieuws van de revolutie welke in Frankrijk het vorstenhuis had doen vallen en een einde had gemaakt aan het stelsel der belastingkiezers. Men toonde zich zeer bezorgd over de mogelijke gevolgen, in ons land, van die gebeurtenis. Rogier was wijs genoeg om te beseffen dat, onder zulke omstandigheden, zijn ontwerp belachelijk voorkwam. Hij trok het eenvoudig in om een ander in te

dienen en den 28ⁿ Februari — drie dagen na te hebben verklaard dat hij nooit verder gaan zou — stelde hij voor, den census te verlagen tot het grondwettelijk minimum, zonder onderscheid voor gansch het Rijk. Dit nieuw ontwerp werd met eene zonderlinge snelheid onderzocht en aangenomen. Deschamps zegde terecht « dat men in één dag eene eeuw had » doorloopen ». Reeds op 4 Maart nam de Kamer het met algemeene stemmen aan en den 9ⁿ Maart, dus tien dagen na het overleggen van het ontwerp, keurde de Senaat het goed !

In een onlangs verschenen werk, *L'organisation du suffrage et l'expérience belge* ⁽¹⁾, trekt de heer Barthélémy, leeraar van grondwettelijk recht aan de Hoogeschool te Montpellier, uit die gebeurtenissen de volgende leering :

« Dikwijls heeft men aan de bewindslieden van 1848 verweten, dat zij » zoo snel van houding veranderden : Frère-Orban, die in 1848 degenen » aannam, welke hij in 1846 knechten noemde; Rogier, die den 25^{sten} ver- » klaarde : « Nooit zal ik gaan buiten de wijze grenzen welke ik mij heb » gesteld », en die, den 28^{sten}, zich zonder weerstand liet mede- » sleepen door de strooming; de Kamers, die, in 't midden van de maand, » aarzelden om twaalf honderd kiezers toe te laten, voorschreven grondig » te onderzoeken hoeveel nieuwe kiezers er zouden zijn op het platteland » en hoeveel nieuwe in de steden, en, op het einde der maand, binnen den » tijd van enkele uren, dertig duizend nieuwe kiezers in 't leven riepen, — al » deze tegenstrijdigheden kunnen aanleiding geven tot ronkende volzinnen » in politieke redevoeringen. En zeker is het, dat Rogier en Frère-Orban » zich toen schuldig maakten aan eene palinodie. En het is even zeker dat » zij gelijk hadden. Want dien dag hebben zij het Vorstenhuis gered, » waarvoor zij aansprakelijk waren, en wellicht ook 's Lands onafhanke- » lijkheid ⁽²⁾. »

2. — DE WET VAN 12 JUNI 1871.

Gedurende het tijdvak van 1864 tot 1871 ontstond eene nieuwe beweging ten voordeele van kieshervorming. De arbeidersklasse begint politieke rechten te eischen. Zonder aan de Grondwet te willen raken, brengt de katholieke partij op haar programma eene zeer aanzienlijke verlaging van den census voor de plaatselijke verkiezingen. Integendeel verzet zich de groote meerderheid van de liberale partij tegen de verlaging van den census en verklaart zich, zonder de minste geestdrift althans, voor de toevoeging der bekwaamheid. Maar, zoo de voornaamste hoofden dier partij zich onverzoenlijke tegenstanders van algemeen stemrecht verklaren, weldra

⁽¹⁾ BARTHELEMY. *L'organisation du suffrage et l'expérience belge*. Paris, Giard et Brière, 1912.

⁽²⁾ *Loc. cit.*, bl. 75.

liggen zij in strijd met hunne uiterste linkerzijde en, voor de eerste maal sedert veertig jaar, wordt, op 15 November 1870, door een volksvertegenwoordiger, Adolphe Demeur, een voorstel tot Grondwetsherziening ingediend. Hij beweert, overigens, dat hij het algemeen stemrecht niet onmiddellijk vraagt. Hij vraagt enkel niet op te nemen in de Grondwet de voorwaarden van de bekwaamheid en van de verkiesbaarheid voor den Senaat, wat den wetgever zou hebben toegelaten zulke uitbreiding van het stemrecht in te voeren als hij zou geacht hebben in overeenstemming te wezen met 's lands moreelen en politieken toestand.

De inoverwegingneming werd verworpen met 75 stemmen tegen 23. « Wij moeten — verklaarde E. Pirmez — een stelsel verwerpen, dat in de » Vlaanderen den reeds zoo overgrooten invloed der geestelijkheid zou » kunnen vermeederen en in de groote nijverheidscentrums de demagogie » doen overheerschen. » Van zijnen kant verklaarde Dumortier, dat men op zulke denkbeelden moest antwoorden met het woord « Nooit! », waardoor de loopbaan van Vilain XIII werd opgeluisterd. Rogier, die zich wellicht 1848 herinnerde, verklaarde enkel dat de tijd nog niet gekomen was. En nog lange jaren moesten verlopen voordat die tijd zou aanbreken.

Niettemin bleef men in het land om kieshervorming vragen. Niemand verklaarde zich tevreden met de belachelijke en overigens nooit toegepaste wet van 30 Maart 1870, waarbij, voor de plaatselijke verkiezingen, eenige bekwaamheidskiezers aan de belastingkiezers werden toegevoegd. In de *Revue générale* poogde de heer Woeste zijne vrienden te overtuigen, « dat » de uitbreiding van het kiesrecht, ten minste voor de provincie en de » gemeente, het voornaamste voorwerp hunner bezorgdheid moest wezen ». Hij verklaarde zich zelfs voor algemeen stemrecht, en, dewijl men de opwerping had gemaakt dat, om het algemeen stemrecht tot de verkiezingen voor de Wetgevende Kamers uit te breiden, eene herziening van de Grondwet noodig zijn mocht, antwoordde hij met deze woorden, die ons voorstel tot epigraaf zouden kunnen dienen :

« Die opwerping moet ons niet tegenhouden, want, zoo de uitbreiding » van het kiesrecht aan de openbare meening werd onderworpen door eene » groote partij, zoo deze, om ze te doen slagen, de wettige middelen aan » wendde die haar door de Grondwet zijn verleend, dan zou die uitbreiding » vroeg of laat in de maatschappij eene beweging uitlokken, waarvan de » gevolgen zich aan de weerspanningsten zouden opdringen.....

» Dat is geschied in Engeland, en elders; het is mogelijk dat die bewe » ging niet onmiddellijk algemeen zou worden, maar, *van het oogenblik dat* » *de tabrijkste klassen zouden overeenkomen om de ongeschonden voorrechten* » *van den burger te eischen, welke is dan, ik vraag het u, de eenigszins* » *voorzichtige Regeering die een mogelijken weerstand tegen het openbaar* » *verlangen zou op zich nemen?*

» Er zijn lieden die, bij het enkel woord van algemeen stemrecht, het » roode spook voor zich zien opdagen; volgens hen bestaat er geen maat-

» regel die meer regeeringloosheid zou bevorderen; neemt men hem aan,
 » dan leidt men onvermijdelijk het land naar den afgrond. Die vrees is
 » waarlijk niet te begrijpen, wanneer men ze stelt tegenover de feiten,
 » welke zich rondom ons voordeden...

» Hoe kan men zich inbeelden dat de arbeidersstand in ons land niet de
 » rechten zal eischen, welke hij over de grens bezit, en dat de democratie,
 » in stede van zich verder te ontwikkelen, zal achteruitgaan?...

» Aan hen die zouden geneigd zijn aan die hersenschimmen geloof te
 » hechten, zal ik antwoorden : de beweging, die de politieke wereld in
 » gisting brengt, is het natuurlijk gevolg van de burgerlijke gelijkheid,
 » van de politieke gelijkheid en van den vooruitgang van het onderwijs. De
 » liberalen verzekeren dat niets hun zoo ter harte ligt als de verstandelijke
 » ontwikkeling der massa; zeker is het dat de katholieken daar meer voor
 » ijveren dan zij; maar is dat zoo, dan blijkt het zonneklaar dat de uit-
 » breiding van het kiesrecht het noodzakelijk gevolg is van de verspreiding
 » van het licht... *Het is dus onbetwistbaar dat, door den drang zelf der*
 » *omstandigheden, het algemeen stemrecht vroeg of laat zal ingevoerd*
 » *worden.* »

Nochtans waren er toen weinig katholieken geneigd den stouten hervormingszin van den heer Woeste te steunen; en wanneer, eenige maanden nadien, het Ministerie d'Anethan aan het bewind kwam, vergenoegde het zich te doen aannemen de wet van 12 Juni 1871, waarbij de census voor de provinciale verkiezingen tot 20 frank en die voor de gemeenteverkiezingen eenvormig tot 10 frank werd verminderd.

Niet meer dan de wet van 1883, waarbij sommige soorten van bekwaamheidskiezers werden in 't leven geroepen, kon deze wet voldoening schenken aan hen die voor den arbeidersstand den toegang tot het politieke leven eischten. Doch men kan niet ontkennen, dat zij een aanzienlijke stap vooruit was op den weg der meer beslissende hervormingen en men kan zich aansluiten bij de woorden van den Minister van Justitie Cornesse :

« Het hatelijkste is, niets te doen, geene keshervorming 't zij in één, 't zij
 » in twee akten aan te nemen. »

3. — DE HERZIENING IN 1893.

De genoeg gekende geschiedenis der herziening van 1893 wenschen wij thans niet te herhalen.

Eenieder herinnert zich nog de gebeurtenissen. Talrijke leden, die nog deel uitmaken van de Kamers, hebben ze beleefd. Laten wij enkel in herinnering brengen dat, van 19 Juni 1883 af, toen het kabinet Frère-Orban nog aan het bewind was, Paul Janson en zijne medeleden Arnould, Feron, Demeur, Dausaert en Robert een ontwerp tot herziening indienden, luidende als volgt : « Er bestaat reden om de artikelen 47 en 53 der
 » Grondwet te herzien » ; dat het in overweging nemen van den wensch

tot herziening werd verworpen op 6 Juli 1885 met 116 stemmen tegen 41 en 6 onthoudingen; dat Paul Janson, daags na de gebeurtenissen van 1886, eene nieuwe poging deed door het indienen van het derde voorstel tot herziening en dat hij, eindelijk, als besluit van de groote betooging die plaats had in het Park te Sint-Gillis den 15^{en} Augustus 1890, in November van ditzelfde jaar het voorstel indiende, hetwelk, ten slotte, moest ingang vinden.

Inderdaad, den 27^{en} November trad de heer Beernaert tot het in overweging nemen toe. Hij deed het in bewoordingen die dienen herhaald te worden, daar zij, *mutatis mutandis*, van toepassing zijn op de tegenwoordige omstandigheden :

« Aangezien wij ons, slechts na drie jaren, opnieuw bevinden tegenover »
 » het voorstel van 1887 ; aangezien het ongetwijfeld, ingeval men weigert »
 » het te onderzoeken, binnenkort opnieuw zal worden ingediend, is het »
 » beter dat het vraagstuk worde onderzocht en behandeld van alle zijden ; »
 » bij dit onderzoek en deze behandeling zou de gansche Kamer zich enkel »
 » laten geleiden door hare plichten tegenover het land en dezes belangen.

» Volgens mij, is er vooral eene volkomen openhartigheid noodig.

» Het land behoeft te weten of de liberale partij, welke tot in den »
 » jongsten tijd geheel verdeeld was over de quaestie van de Grondwets- »
 » herziening, het thans eens is geworden.

» Het land behoeft evenzeer te weten wat men stellen wil in de plaats »
 » van de bepalingen die men zou doen vervallen, en of de linkerzijde het »
 » eens is geworden ook op dit punt. Niemand toch mag de hoop koesteren, »
 » van de Wetgeving een soort van volmacht te ontvangen om 't bestaande »
 » af te breken, zonder dat men weet op welke wijze men denkt herop te »
 » bouwen en zonder dat daarover een vergelijk wordt getroffen : dit ware »
 » die sprong in 't duister, welken niemand tot nog toe heeft durven aanraden.

» Welnu, wat men ons in 1887 niet zegde, wat men nog zou kunnen »
 » verzwijgen naar aanleiding van het in overweging nemen, daarover zal »
 » men wel verplicht zijn, zich te verklaren wanneer het voorstel in de »
 » Afdeelingen, in de Middenafdeeling en, ten slotte, in de Kamers zal »
 » behandeld worden.

» De rechterzijde zal insgelijks haar gevoelen bekendmaken aan het »
 » land en, daar zij eene zeer groote meerderheid heeft in de beide Kamers, »
 » moeten de indieners van het voorstel kunnen rekenen op eene nog niet »
 » aangewezen overeenkomst, welke zij mochten achten door de rechterzijde »
 » te kunnen aangenomen worden ».

Na deze verklaring van het hoofd der Regreering, werd de inoverweging-neming met algemeene stemmen aangenomen, doch deze eenparigheid ten voordeele van het onderzoek der quaestie liet nog niet toe te voorzien, dat allen het eens zouden zijn over eene oplossing ten gunste van de herziening der Grondwet; de heer Woeste, eenerzijds, en de heer Frère-Orban, ander-

zijds, stelden er prijs op, het te verklaren : Zoo men er, voor den vorm, in toestemde den wensch tot herziening te laten behandelen, dan was het ook het inzicht van sommigen, den grond daarvan beter te kunnen bestrijden.

Overigens, dit bleek zeer wel wanneer het onderzoek plaats had in de Afdeelingen : tegen den wensch werden nagenoeg evenveel stemmen uitgebracht als er onthoudingen of gunstige stemmen waren en den 27ⁿ Februari 1894 verklaarde de Middenafdeeling met algemeene stemmen dat, alvorens uitspraak te doen over den wensch tot herziening, het noodzakelijk was, het stelsel te kennen waardoor men het vroegere stelsel zou vervangen. Eenigen tijd nadien drong de heer Beernaert in denzelfden zin aan; hij bekende dat er reden tot herziening bestond, doch tevens eischte hij dat de partijen vóór de stemming het eens zouden zijn. Evenals thans de heer Helleputte, verlangde hij dat, alvorens te beslissen dat men zou overgaan tot de herziening, er een soort van overeenkomst betreffende de nieuwe instellingen tot stand zou komen. Hij achtte het onvoorzichtig, de Grondwet in bespreking te brengen, voordat men het ten minste eens zou zijn omtrent de grondslagen van de daarin te brengen wijzigingen.

In de Middenafdeeling werden pogingen aangewend om tot deze voorafgaande verstandhouding te geraken. Doch de gematigde linkerzijde was het eens met de uiterste linkerzijde om zulke verstandhouding als ongrondwettelijk te verklaren. De heer Beernaert zag er eindelijk van af, en, daar de openbare denkwijze zich steeds krachtiger uitte, zette hij de Kamer aan, voor de herziening te stemmen.

Sedert de inoverwegingneming waren er, nagenoeg dag aan dag, twee jaren verlopen. De werklieden, die ongeduldig werden, lieten hun inzicht blijken tot de algemeene werkstaking over te gaan. Voor sommigen was hetgeen zij eene bedreiging noemden, eene reden of een voorwendsel om niet toe te geven. De heer Beernaert was integendeel van oordeel dat de herziening moest gebeuren, en op 26 November 1892 wettigde hij zijne zienswijze als volgt :

« Buiten de beduchtheid voor eene nieuwe regeling waarvan de uitwerking niet is gekend, zouden er nog andere redenen kunnen zijn om te
 » aarzelen : namelijk, de gebiedende en dreigende wijze waarop sommige
 » groepen de herziening eischten en nog eischen. Naar het voorkomt, zou
 » men willen dat gij enkel uit schrik zoudt toegeven. Vooraf stelt men een
 » programma op, waaraan men zich zou moeten onderwerpen en dat, bij
 » voorkomend geval, door middel van het geweld zou moeten verwezenlijkt worden.

» Doch deze revolutionnaire aanmatigingen ... die elke verstandhouding
 » onmogelijk maken, kunnen geen reden zijn om niet te doen wat wij als
 » goed en rechtvaardig mochten aanzien.

» *In eene historische partij zijn de meesten van meening, dat het noodig
 » is het kiesrecht uit te breiden en ik denk dat dit thans ook het gevoelen is*

» *van het land. Door dezen vooruitgang te verwezenlijken binnen de grenzen*
 » *van wat als wettig en tijdig voorkomt, zal men niet toegeven aan hen*
 » *die openlijk den oorlog verklaren tegen de samenleving, doch hun een*
 » *geducht wapen ontnemen. En dan, onze Heilige Boeken hebben het*
 » *gezegd : Laten wij eerst de gerechtigheid zoeken, al het overige zal ons*
 » *toegeworpen worden* (1). »

Deze beschouwingen schenen ongetwijfeld beslissend, want de wensch tot herziening werd met algemeene stemmen aangenomen.

Wij achten het niet noodig, in herinnering te brengen hoe geen enkel stelsel de meerderheid van de twee derden vereenigde in de Grondwetgevende Kamer en men het geheel op 'het laatst eens werd omtrent een voorstel waarvan men niet eens gewag maakte gedurende de drie en twintig maanden dat de behandeling duurde. Ongetwijfeld werd dit voorstel niet plotseling gevonden. Het was sedert 1890 ingegeven geworden door zijn uitvinder, den heer Nyssens, en daarop werd, den 28^e Maart 1893, door Frère-Orban gewezen als grondslag voor eene mogelijke overeenkomst. Het was ingediend geworden den 12^e April en aan het onderzoek der Middenafdeeling onderworpen. Men mag echter veronderstellen dat de aanneming daarvan zooniet beslist, dan toch bespoedigd werd door de gebeurtenissen die, op 18 April 1893, aanleiding gaven tot de volgende samenspraak in de Kamer :

« DE HEER BARA. — Thans valt er niet meer te beraadslagen ; overigens,
 » het is bijna niet meer mogelijk het te doen, want het Parlement handelt
 » niet meer in volle vrijheid.

» DE HEER WOESTE. — 't Is volkomen waar.

» DE HEER COOMANS. — Gevoelt gij u niet vrij, heer Bara ?

» DE HEER BARA. — Men is er onvermijdelijk toe gekomen, den invloed van buiten het Parlement te ondergaan. »

Zij, die aldus spraken, onthielden zich bij de stemming of stemden tegen het nieuwe artikel 47. Anderen, zooals de heeren Helleputte en Schollaert, weigerden eene goedkeurende stemming uit te brengen, omdat het meervoudig stelsel « niet de waarborgen van behoud, van duur en van bestendigheid » oplevert, welke eene Grondwetsherziening noodzakelijkerwijs moet aanbieden ». De heer de Smet de Naeyer verklaart, op zijne beurt, dat hij zich onthield omdat het beginsel van het ongelijke kiesrecht « in zich de » kiem bevat van zijne eigene vernieling en dat zijne opneming in het » herziene artikel de bestendigheid van de nieuwe regeling niet genoegzaam waarborgt ».

Sinds zijn bijna twintig jaren verloop. Uit de feiten is gebleken hoezeer de heer Woeste gelijk had, toen hij zegde dat de werkmans er nooit

(1) Handelingen van de Kamer der Volksvertegenw., 26 November 1892, bl. 1067.

zou in toestemmen, slechts voor één derde te worden geteld, wanneer de burger voor eene geheele eenheid zou gelden. Het meervoudig stemrecht vindt geen voorstanders meer buiten hen die het eertijds voor onverdedigbaar hielden. En, indien wij nog eens in herinnering brengen om welke redenen wij zijne afschaffing vergen, dan vragen wij vooraf om verschooning, nogmaals eene zaak te verdedigen, waarvoor de natie voorgoed is gewonnen.

HOOFDSTUK II.

De beweegredenen tegen het meervoudig stemrecht.

Wanneer het Nationaal Congres de meerderheid van de twee derden invoerde, welke door artikel 131 der Grondwet wordt vereischt, bedoelde het niet enkel de herziening der Grondwet moeilijk te maken. Het wilde insgelijks dat die herziening der Grondwet nooit eene partijdaad kon worden, doch dat zij, integendeel, altijd het gevolg zou wezen van eene overeenkomst tusschen de partijen.

Onder die omstandigheden werd, in 1893, door de Grondwetgevende Kamer, nadat de gansche rechterzijde haar voorkeur voor het woningkiezstelsel had te kennen gegeven, in het nieuw artikel 47 opgenomen, de overeenkomst van 18 April, waarbij aan de uiterste linkerzijde het algemeen stemrecht werd toegegeven, aan de gematigde linkerzijde de drie bekwaamheidsstemmen en aan de rechterzijde de bijkomende stemmen wegens bezit en woning.

De arbeidersklasse alleen werd buiten die overeenkomst gelaten. Tegen haar waren nogmaals de « waarborgmaatregelen » van het meervoudig stelsel genomen. Van den eersten dag af, vroeg zij om afschaffing van dat stelsel en verklaarde zij dat zij haren strijd voor algemeen stemrecht gestadig zou voortzetten. Doch jaren zouden verlopen voordat de arbeidersklasse buiten haar midden eenigen steun zou erlangen.

Thans is, integendeel, alles veranderd. De partijen der oppositie zijn het eens geworden om immermeer de afschaffing van het meervoudig stelsel te eischen. Reeds in 1902, toen de partijen der linkerzijde de herziening voorstelden, was de regeerende partij alleen er tegen, doch de eenparigheid bestond onder haar meer in schijn dan in werkelijkheid.

Dit zoo zijnde, komt het meervoudig stelsel niet meer voor als eene overeenkomst, aangenomen, zooniet door allen, toch door mannen die tot verschillende partijen behooren. Onder eene enkele partij vindt het nog voorstanders. Al de andere verwijten het, dat het de meerderheid der stemmen aan de minderheid der kiezers verzekert, dat het een niet te rechtvaardigen en niet te verdedigen klassenvoorrecht huldigt, dat het willekeurig zekere groepen der bevolking bevoordeelt ten nadeele der andere, dat het aanleiding geeft tot bedrog bij het opmaken der kiezerslijsten en, ten laatste, dat het een ongemakkelijken politieken en maatschappelijken toestand in 't leven heeft geroepen.

1. — HET MEERVOUDIG STEMRECHT GEEFT DE MEERDERHEID DER STEMMEN
AAN DE MINDERHEID DER KIEZERS.

In alle graden — het moge de Kamers, de provinciale raden of de gemeenteraden gelden — maken de kiezers met één stem de meerderheid van het kiezerskorps uit, doch overal behoort de meerderheid van alle stemmen aan de kiezers die meer dan één stem hebben.

Sprekend wij enkel van de Wetgevende Kamers, die alleen door dit voorstel worden bedoeld. Ziehier de statistische jaarcijfers van 1911 (1) :

Kamer der Volksvertegenwoordigers :

993,070 kiezers met één stem . . .	993,070 stemmen.
704,349 meervoudige kiezers . . .	1,717,784 id.

Senaat :

752,881 kiezers met één stem . . .	752,881 stemmen.
687,260 meervoudige kiezers . . .	1,675,834 id.

Door het kunstmiddel der bijkomende stemmen, beschikt dus de minderheid der burgers over de meerderheid der stemmen.

Te vergeefs zal men opwerpen, dat de verdeeling van het kiezerskorps in éénstemmige en meerstemmige kiezers niet overeenstemt noch met de indeeling der partijen, noch met de indeeling der klassen; dat er, inderdaad, kiezers met één of meer stemmen in al de partijen en in al de klassen zijn.

Wat betreft de partijen, zullen wij daarop niet antwoorden. Wanneer men zich, evenals wij, op het standpunt der rechtvaardigheid plaatst, zijn de politieke gevolgen van de kieshervorming van geen belang : het voordeel, dat de socialisten ervan konden halen, mag zoomin een argument voor of tegen het algemeen stemrecht zijn als het voordeel, dat de katholieken bij het vrouwenstemrecht konden hebben, een argument voor of tegen het algemeen stemrecht der beide geslachten zou mogen zijn (2).

(1) Bladz. 175.

(2) Over de politieke gevolgen der afschaffing van het meervoudig stemrecht raadplegen men Barthélémy : *L'organisation du droit de suffrage et l'expérience belge*, bl. 401 en volgende.

Ziehier zijn besluit :

« Met voorzichtig voorbehoud moet men de volgende beschouwingen over de politieke » gevolgen van het meervoudig stemrecht nagaan : 1. De klachten van de socialisten » schijnen gegrond en zijn zeker overdreven ; 2. Het meervoudig stelsel is de liberale » partij niet nadeelig ; 3. Het meervoudig stelsel is voor de katholieken hoogst waarschijn- » lijk een voordeel, doch slechts een gering voordeel. » Bl. 402.

En verder :

« Door, zonder merkbaar gevolg, de maatschappelijke ongelijkheid te doen uitkomen, » vermeerdert het meervoudig stemrecht, op kunstmatige wijze, de krachten van het » socialisme, die het beweert te verminderen. »

Daarentegen moeten wij antwoorden op het ander deel der opwerping, want wat wij vooral het meervoudig stelsel ten laste leggen, is juist dat het een klassenvoorrecht is en niet, zooals men beweert, een voorrecht, aan de beste elementen van al de klassen verleend.

2. — HET MEERVOUDIG STEMRECHT IS EEN KLASSENVORRECHT.

Ongetwijfeld zijn er werklieden en zelfs, in de groote nijverheidscentrums van de mijnstreek, talrijke werklieden, eigenaars of huisvaders, die twee of drie stemmen hebben. Zooals onze achtbare collega Hector Denis het in de Kamer der Volksvertegenwoordigers op 5 Juli 1907 deed opmerken, « kan wegens de ingewikkelde vormen van het voorrecht een zeker gedeelte » van de arbeidersklasse voordeel van die voorrechten trekken, en juist » hierin ligt de behendigheid van het stelsel, dat men in de vergemakkelijk- » king der verschillende vereischten tot meerstemmig kiesrecht, het middel » vond om een gedeelte der arbeiders op gelijken voet te stellen met de » gegoede klassen ».

Maar niettemin blijft het waar dat, zoo niet al de arbeiders éénstemmige kiezers zijn, alle, of schier alle éénstemmige kiezers arbeiders zijn, proletariërs zonder eigendom, zelfs zonder hetgeen Nyssens « een behoorlijk te » huis » noemde. Daarentegen, zoo al de meerstemmige kiezers geen burgers zijn, al de burgers, groote en kleine, — op enkele geringe uitzonderingen na —, zijn meerstemmige kiezers.

Waarom trouwens aangedrongen op een zoo blijkbaar iets?

Ware het meervoudig stelsel geen klassenvoorrecht, dan hadde het geen reden van bestaan.

Ten hoogste zou men met reden mogen zeggen dat, gezien het groot getal arbeiders die bijkomende stemmen hebben, de burgerij er geen levensbelang bij heeft, het koste wat het wil, en wat er ook gebeure, een teregend voorrecht te behouden, welk zoo uiteenloopt dat het gedeeltelijk ondoelmatig wordt.

Wanneer men echter op de grondbeginselen steunt, volstaat het de verschillende klassen van meerstemmige kiezers in oogenschouw te nemen, om zich te overtuigen dat zij geen ander doel hebben dan in kiesopzicht de rijke of gegoede klassen ten nadeele van de armen te begunstigen.

Zooals de heer Barthélémy het vaststelt in zijn zoo objectief en onpartijdig boek, heeft de Constituante van 1893, uit het censusstelsel voortgesproten, de inrichting van het meervoudig stemrecht van dien censusgeest doordrongen, zelfs wat betreft de bijkomende stemmen waarvan men, op het eerste gezicht, het verband met den staat van het vermogen niet merkt.

A. — *De twee bijkomende stemmen wegens bekwaamheid.*

Men weet dat, bij het toekennen van bijkomende stemmen wegens bekwaamheid, artikel 47 geen rekening houdt met het lager onderwijs. De drie stemmen

worden enkel verleend aan de burgers die houder zijn van diploma's van den hooger en graad of aan hen wier beroep een daarmede gelijkstaande opleiding onderstelt. Deze « bekwaamheidskiezers van den hooger en graad » zijn ten getale van vijftig duizend en beschikken over honderd vijftig duizend stemmen. Bovendien zouden tal van dezen, indien de drie stemmen wegens bekwaamheid niet bestonden, toch drie stemmen hebben als eigenaars en huisvaders. De bepaling is vooral van belang voor de gediplomeerde onderwijzers na vijf jaren dienst en voor de katholieke priesters of de kloosterlingen die zonder haar slechts ten hoogste twee stemmen konden hebben, daar zij geen stem als huisvader kunnen bekomen. In theorie althans zijn het de drie stemmen der bekwaamheidskiezers den van hooger en graad die van al de bijkomende stemmen het meest indruischen tegen het beginsel der gelijkheid. Onder gunstige omstandigheden kan een arbeider de bijkomende stem wegens bezit en gezin bekomen, maar een arbeider gaat niet naar de Hoogeschool; een arbeider volgt geen middelbare studiën van den hooger en graad; een arbeider behoort nooit tot de negentien klassen van ambtenaren met vermoedelijke bekwaamheid; en bijgevolg is het, op zeldzame uitzonderingen na, de burgerij alleen die het voordeel van de bekwaamheidsstemmen geniet.

B. — *De bijkomende stem wegens eigendom.*

Nyssens, dien men terecht den vader van het meervoudig stelsel heeft genoemd, erkende, in 1893, zonder omwegen, dat de bijkomende stem, die hij voorstelde wegens eigendom toe te kennen, een klassenvoorrecht was :

« Het meervoudig stemrecht — zegde hij — zou niet behoudsgezind » kunnen zijn, indien het niet een merklijken invloed aan den eigendom » voorbehield. Daarom moest een derde stem worden toegekend aan den » eigendom, hoe gering ook, roerend of onroerend. En waarlijk, ik zou niet » begrijpen dat de progressisten, zelfs de meest vooruitstrevende, het » inzicht zouden kunnen hebben, zij die hier in de Kamer de zeer geringe » minderheid zijn, het kiesstelsel, dat sedert twee en zestig jaar enkel het » bezit tot grondslag had, te vervangen door een stelsel dat, door eene zoo » overdrevene als onbillijke en onvoorzichtige reactie, geen rekening zou » houden met de eigenaars, en dezen te versmelten in de algemeene massa » van hen die niets bezitten. Eene bijkomende stem aan den eigendom, » ziedaar, volgens mij, de voorwaarde *sine qua non* van het algemeen » stemrecht ».

Weliswaar heeft men sindsdien getracht het behoudsgezind karakter van deze bepaling te verduiken. Men heeft beweerd dat deze bijkomende stem wegens bezit niet verleend werd aan den rijkdom, maar aan de spaarzaamheid. Om haar te verkrijgen, zegt men, volstaat het eigenaar te zijn van een rentetitel van 400 frank of van een onroerend goed van 2,000 frank. Welke eerlijke, werkzame, spaarzame arbeider is niet in staat, zooniet de noodige 3,000 frank te sparen om 400 frank rente te hebben, dan toch,

met al het gemak hem door de wet verleend, een onroerend goed van 2,000 frank aan te koopen?

De feiten antwoorden op die vraag : men heeft sedert tien jaar twaalf duizend werkmanswoningen gebouwd en aldus zouden er zes eeuwen noodig zijn om al de éénstemmige kiezers eene bijkomende stem te geven. In afwachting is er slechts een kiezer op vier, die eene bijkomende stem wegens eigendom heeft.

C. — *De bijkomende stem als gezinshoofd.*

Indien deze stem werd toegekend aan al de gehuwde mannen, aan al de huisvaders, dan verviel het verwijt, als zou zij een klassenvoorrecht zijn, eene schennis van het gelijkheidsbeginsel.

Dit is echter niet zoo, wanneer zij, zooals in België, ondergeschikt is aan deze tweevoudige voorwaarde : 1° de leeftijd van 35 jaar; 2° de betaling van eene persoonlijke belasting van 5 frank.

Voorzeker schijnt, op het eerste gezicht, niets meer met gelijkheid te strooken dan een vereischte van leeftijd; en nochtans werd, in 1893, het vereischte van leeftijd volgens artikel 47 ingegeven door den klassenstrijd. De heer de Burlet erkende in de Kamer, in 1895, dat men den leeftijd tot het bekomen van eene tweede stem als huisvader hooger heeft gesteld, omdat men in de burgerij later in het huwelijk treedt.

Wat betreft het vereischte van 5 frank belasting, volstaat een enkel cijfer om ons daaromtrent nauwkeurig in te lichten : volgens het *Jaarboek* van 1911 worden bijna 50 % der huisvaders van 35 jaar door dit vereischte van census uitgesloten. Zij zijn huisvaders, maar hebben, helaas, geen behoorlijk tehuis, en daarom voegt het meervoudig stemrecht de politieke onteering bij de zoo vaak onverdiende onteering van de ellende!

Met een woord, de ontleding der ingewikkelde bepalingen van het meervoudig stelsel bewijst duidelijk dat het werd ingevoerd met het oog op zekere klassen en in dezer belang.

De heer Dupriez ontkent dus de echte beteekenis van dit stelsel, wanneer hij schrijft in zijn boek « *L'Organisation du suffrage universel en Belgique* » :

« Aan al de bekwame en waardige burgers heeft de Grondwet het » voorrecht willen toekennen van een of twee bijkomende stemmen, tot » welke maatschappelijke klasse zij ook mogen behooren. »

De waarheid is, dat de wetgever het meerstemmig voorrecht heeft willen verleen en aan allen die iets bezitten, om hen, die niets bezitten, in een voortdurenden toestand van ondergeschiktheid te houden.

Gesteld, overigens, dat het anders zij, dat de heer Dupriez gelijk hebbe, dat het doel van het meervoudig stelsel niet zij, de *heerschappij van een klasse*, maar wel de *heerschappij van eene uitgelezen schaar*, dan nog zou de rechtvaardiging niet gemakkelijker zijn.

Het begrip van een uitgelezen schaar, inderdaad, is hoofdzakelijk subjectief. De eenen hechten aan den rijkdom een vermoeden van zedelijkheid en

bekwaamheid. Anderen beweren, integendeel, dat de grootste deugden bij de armen te vinden zijn ⁽¹⁾. En van uit dit standpunt kan men even goed het meervoudig kiesrecht der armen verdedigen om spoediger hunne grieven te doen verdwijnen, als het meervoudig stemrecht der rijken om beter hunne voorrechten te verdedigen.

Laten wij voor een oogenblik aannemen dat de gediplomeerden, de eigenaars, de gegoede burgers waarlijk de keur der natie uitmaken : zou dat een reden zijn om hun bijkomende stemmen toe te kennen en door het kunstmiddel van het meervoudig stemrecht hun politiek overwicht te bewerken?

Sommigen antwoorden ja en zeggen met Taine : « Stemmen moeten » gewogen, niet geteld worden ».

Doch stemmen tellen is gemakkelijk, maar stemmen wegen levert eene onoplosbare moeilijkheid op. Waar is trouwens de weegschaal? En naar welk weegstelsel zal men kunnen zeggen dat deze burger twee of drie-maal zwaarder weegt dan gene? Ziet men trouwens niet in dat, zelfs zonder het meervoudig stemrecht, zelfs met het stelsel van één stem voor ieder, de rijksten, de meest geleerden, door hun rijkdom en hun bekwaamheid over zulken invloed beschikken dat het onbillijk is dien nog te vergrooten door het toekennen van bijkomende stemmen?

Het is trouwens niet moeilijk te bewijzen dat het wegen der stemmen, zooals dit in België geschiedt, de overmacht van een uitgelezen schaar niet versterkt, maar willekeurig zekere groepen der bevolking ten nadeele van de overige bevoordeelt.

3. — HET MEERVOUDIG STEMRECHT BEVOORDEELT WILLEKEURIG ZEKERE GROEPEN VAN DE BEVOLKING TEN NADEELE VAN DE OVERIGE.

Het meervoudig stemrecht bevoordeelt, in België, niet alleen de rijken. Het bevoordeelt ook den middenstand ten nadeele van de arbeidersklasse en het bevoordeelt de landelijke bevolking ten nadeele van de bevolking der steden.

a) *De middenstand.*

Toen de heer Woeste, in de *Revue générale*, zich voorstander verklaarde van eene ruime uitbreiding van het kiesrecht, hing onze uitstekende collega dit weinig vleierend portret van de kleine burgerij op :

« Tengevolge van de verlaging van den census in 1848, verkreeg de » middenstand het overwicht in de steden. Wie zal ernstig betwisten dat » deze weinig geleerd is, onverschillig voor politiek en vaak voor gods- » dienst, soms voor moraliteit, onbewust van de hoogste levensbelangen

(1) Cf. WOESTE, *Revue générale*, 1892 : « Den middenstand mangelt het aan de geestdriftige en onbaatzuchtige gemoedsbewegingen, aan de groote deugden, aan den godsdienstzin en vaderlandsliefde van de lagere klassen, de landbouwers en arbeiders. ».

» der maatschappij, vreemd aan elken edelen en grooten hartstocht, vat-
 » baar voor den drang der slechte driften. Men neme onze groote steden
 » en men zal verbaasd zijn over de onwetendheid van de kiezers die er de
 » wet stellen. Buiten enkele holklinkende volzinnen die gansch hun
 » verstandelijk vermogen uitmaken, kennen zij niets; zij stemmen voor
 » de liberalen zonder den aard te kennen van den strijd die de partijen
 » scheidt, en, *wanneer zij gestemd hebben, keeren zij naar hunne zaken*
 » *terug zonder zich verder te bekreunen om het gemeenebest.* »

Wij zijn voorzeker zoo weinig mogelijk geneigd al die beschouwingen tot de onze te maken.

Moest hij er op terugkomen, zou de heer Woeste zelf dit portret wel eenigszins wijzigen. De politieke strekkingen van den middenstand zijn niet meer wat ze waren in 1870 en het ware wellicht een reden voor onzen collega om zich te zijnen opzichte meer inschikkelijk te toonen. Maar men zal wel willen erkennen dat wellicht niet alles onbillijk was in het oordeel, dat hij velde over de onverschilligheid en de onwetendheid van den middenstand in zake van politiek, en aldus hebben wij het recht te zeggen dat er geen redenen bestaan om de arbeidersklasse tegenover haar in een ondergeschikten toestand te plaatsen, die arbeidersklasse welke sedert vijf en twintig jaar zooveel blijken van rijpheid en bekwaamheid heeft gegeven.

b) *De landelijke bevolking.*

In al de landen heeft men, onder den invloed derzelfde behoudsgezinde bezorgdheid, door verschillende middelen getracht, aan de buitenkiezers een grooter aandeel in de vertegenwoordiging te geven dan hun wegens hun getal toekomt. In Duitschland, bij voorbeeld, verkiezen landelijke omschrijvingen van drie of vier duizend kiezers zooveel afgevaardigden als de stadsomschrijvingen met meer dan honderdduizend kiezers. In België kwamen de invoerders van meervoudig stemrecht tot denzelfden uitslag, alhoewel in geringere verhouding, dank zij het meervoudig stelsel: iedereen weet inderdaad dat, onder gelijke voorwaarden, de verhouding aan bijkomende stemmen grooter is op den buiten dan in de steden.

Ziehier, overigens, wat de heer Maurice Sauveur daarover zegt in zijne *Introduction à la statistique du vote plural*, in 1910 uitgegeven door den Minister van Binnenlandsche Zaken :

« Het aantal éénstemmige kiezers is merkelijk sterker in de groote
 » gemeenten dan in de andere. Het meervoudig stelsel levert op den buiten
 » meer stemmen op dan in de steden, ondanks de aanwezigheid van meer
 » bekwaamheidskiezers aldaar. De verklaring hiervan ligt vooral in het
 » bestanddeel « eigendom », dat overvloediger vertegenwoordigd is in de
 » gemeenten met minder dan 2,000 inwoners dan in de andere. Bovendien
 » betrekken talrijke kiezers, die gezinshoofden zijn, in de groote steden
 » slechts gedeelten van huizen of kamers waarvoor zij geen personeele
 » belasting betalen. »

Frère-Orban had dus gelijk toen hij zegde : « Meervoudig stemrecht is » het stemrecht van den buiten » .

Sommige verdedigers van de grondwettelijke bepaling, die wij voorstellen te herzien, betwisten niet het feit, maar zij beweren het te billijken.

De heer Dupriez, professor aan de Leuvensche Hoogeschool, bij voorbeeld, zegt daarover het volgende :

« De groote agglomeraties, de voorsteden vooral, zegt hij, hebben » betrekkelijk minder stemmen dan de overige deelen van het land. Het is » een zeer billijk en wenschelijk feit : daar inderdaad hoopt zich de » bevolking op, die het minst geschikt is tot de uitoefening van de » politieke rechten, die door hare onhandigheid, soms ook door hare » gebreken en ondeugden, in een ondergeschikten toestand blijft verkeerren, » die over 't algemeen de minst bezonnen en de meeste hartstochtelijke » stemming zal uitbrengen.

» Dit is overigens een noodlottig feit en het algemeen stemrecht zou » zelf te haren nadeele eene ongelijkheid behouden : 't is daar meer dan » elders, dat men de uitgeslotenen en de onwaardigen van allen aard » aantreft ⁽¹⁾. »

Wij willen niet wijzen op al het kwetsende en onbillijke van deze taal. Wij zullen met den heer Dupriez niet bespreken of de kiezers van Gent, Brussel, Molenbeek of Borgerhout minder verlicht, minder eerlijk, minder bekwaam tot het uitoefenen van hunne politieke rechten zijn dan die van de kantons Vilvoorde, Cruyshautem of Santhoven.

Het zij ons voldoende te wijzen op de willekeur van deze verstandelijke of moreele waardeering en bijgevolg op de onmogelijkheid met zulke bewijsgronden de ongelijkheid te rechtvaardigen, die het meervoudig stemrecht in de steden en op den buiten tot stand brengt. Onder het censusstelsel werden de buitengemeenten aan de stad opgeofferd. Thans worden de steden opgeofferd aan de buitengemeenten. Wij vragen dat, door het invoeren van algemeen stemrecht, de gelijkheid weer zou heerschen onder de bevolkingen wier belangen even eerbiedwaardig zijn en die hetzelfde recht hebben op eene nauwkeurige vertegenwoordiging.

4. — HET MEERVOUDIG STEMRECHT GEEFT AANLEIDING TOT BEDROG BIJ HET OPMAKEN DER KIEZERSLIJSTEN.

Van al de bewijsgronden, die men aangevoerd heeft tegen het meervoudig stemrecht, heeft er geen meer indruk gemaakt op de openbare meening dan deze : dat het aan weinig nauwgezette besturen gemak verleent om bedrog te plegen bij het opmaken der kiezerslijsten.

(1) DUPRIEZ, *L'organisation du suffrage universel en Belgique*, bl. 164.

Dat men inderdaad nadenke over de verschillende titels der bijkomende stemmen : gezin, huwelijk, kinderen, betaling van eene zekere som belastingen, bezit van een bepaalde waarde, inschrijving van een rentetitel, diploma's, bewijsschriften van hoogeschole, ambten, beroepen, enz. Tal van gelegenheden om bedrog te plegen met de zekerheid, bijna van ongestraft te blijven, want men kan steeds voorwenden dat eene dwaling begaan werd.

Wij weten wel dat, ondanks ophefmakende gerechtelijke bemoeienis, men betwist dat het opmaken van de kiezerslijsten met ernstige misbruiken gepaard gaat. Men kan overigens, zal men er bijvoegen, hooger beroep aantekenen. Bijzonderen of de partijen kunnen de lijsten onderzoeken. Zij kunnen hun beklag maken. Zij kunnen zich tot de rechtbanken wenden.

In theorie voorzeker. Maar zoo, in de werkelijkheid, sommige bijzonderen op behoorlijken tijd hunne bezwaren indienen, dan toch komen de meesten hunner te laat; en anderzijds vergt het stelselmatig onderzoek der lijsten, door de partijen, groote kosten, wat nog dien invloed van het geld vergroot, die een der plagen van onze moderne democratie is.

Trouwens, om de bezwaren, die voortspruiten uit het ingewikkeld meerstemmig stelsel, in het volle licht te stellen, kunnen wij niet beter doen dan de dagorde in herinnering te brengen, gestemd in Juli 1912 door den Bond der gemeentesecretarissen van het Centrum (Henegouwe), die onder hare leden mannen van alle partijen telt en zich van alle politiek onthoudt.

Ziehier dit stuk :

- » De bond der gemeentesecretarissen van het Centrum en omstreken, in
- » zijne maandelijksche vergadering van 1 Juli 1912, bijgewoond door
- » secretarissen van gemeenten die te zamen ongeveer 100,000 inwoners
- » tellen;
- » Overwegende, dat zijne statuten de politiek uit de besprekingen ver-
- » bannen;
- » Aangezien het blijkt uit het onderzoek heden ingesteld over de herzie-
- » ning der kiezerslijsten, dat bij het opmaken van eene lijst de aandacht
- » dient gevestigd op niet minder dan veertig punten, die moeilijke en inge-
- » wikkelde opzoekingen vergen, licht vatbaar voor dwalingen;
- » Overwegende, dat talrijke elkaar tegensprekende arresten van de
- » Hoven van Beroep enkel het moeilijke hebben doen uitkomen van een
- » arbeid die den kostbaren tijd inneemt van het personeel der gemeenten;
- » Overwegende, dat de kiezers, weinig vertrouwd met de werking van
- » de herziening der lijsten, slechts met moeite de noodige bewijzen veree-
- » nigen of overleggen, krachtens welke zij recht hebben op het hun toe-
- » komend getal stemmen ;
- » Aangezien de verantwoordelijkheid tegenover geweten en strafwet per
- » slot van rekening op den gemeentesecretaris valt ;
- » Aangezien, daarenboven, eene zoo uiteenlopende wet het bedrog in
- » de hand werkt en aan het kiezerskorps niet de waarde geeft, welke de
- » wet ten doel had, daaraan toe te kennen ;

- » Aangezien de vereenvoudiging der bestuursformaliteiten voorkomt op
- » het programma van de vereenigingen der gemeentesecretarissen;
- » Drukt met algemeene stemmen den wensch uit, buiten elke politieke
- » bedoeling, dat het Parlement eene wet invoere, waarbij zuiver algemeen
- » stemrecht wordt toegekend. »

Deze overwegingen van practischen aard zouden gewis op zich zelf niet volstaan om het meervoudig stemrecht te doen veroordeelen. Doch, gevoegd bij andere meer hoofdzakelijke beschouwingen, komen zij ons voor als geschikt om indruk te maken op het land.

5. — HET MEERVOUDIG STEMRECHT BRENGT EENEN BEZWAARLIJKEN TOESTAND TE WEEG OP POLITIEK EN SOCIAAL GEBIED.

Frère-Orban, die, onder al de Belgische Staatslieden, het meest weerstand had geboden aan de strooming ten gunste van algemeen stemrecht, zegde vóór ettelijke jaren reeds, in 1882, ter Kamer :

- « Aan niemand behoort het, het vraagstuk van de hervorming der
- » kieswetten voor afgedaan te verklaren; het zal zich opdringen aan al
- » de ministeriën, aan die van rechts zooals aan die van links. »

Sedert deze voorzegging werd uitgebracht, is inderdaad het kiesvraagstuk nooit gesloten geweest. Bij voortduur drong het zich aan al de Regeeringen op. Alleen dan zal het ophouden te drukken op het land, wanneer eene hervorming, ruim genoeg, aanneembaar voor allen en aangenomen door allen, voorgoed een grondslag zal geven aan 's lands souvereiniteit. Intusschen wordt de bezwaarlijke toestand, welken het in 't leven roept op politiek en sociaal gebied, hoe langer zoo erger, en wij durven zeggen dat het in 't welbegrepen belang der behoudsgezinden zelf zou zijn, daaraan een einde te maken door recht te laten wedervaren aan hen die sedert twintig jaren alles te werk hebben gesteld om recht te bekomen.

Dit bevond reeds, daags vóór de jongste algemeene verkiezingen, de heer Barthélémy die het meervoudig stemrecht in beginsel niet verwerpt, die zelfs van oordeel is dat het stelsel, in 1893 ingevoerd, een gelukkige overgang kon zijn, doch die er bijvoegt :

- « Ik heb aangetoond dat de uitslagen van het meervoudig stemrecht
- » niet merkbaar schijnen te verschillen van die van het zuiver algemeen
- » stemrecht. En toch ontnemt het gedeeltelijk aan de Staatsmacht het
- » voordeel van het zedelijk gezag dat haar eene verkiezing bij gelijk kies-
- » recht geven zou. Welke meerderheid eene partij ook bekome, toch zal
- » men deze beschuldigen voordeel te trekken uit het « oneerlijke » meer-
- » voudig stemrecht; die partij zal de gekozene zijn van de voorrechten,
- » aandruischende tegen de hedendaagsche zeden, van den rijkdom en van
- » de bekwaamheid die insgelijks aan de rijken is voorbehouden. De oppo-
- » sitie is het, die de meerderheid der kiezers vertegenwoordigt; niemand

» vereenigt zich met de uitspraak van het kiezerskorps, en zóó onthoudt
 » het meervoudig stemrecht de bevredigende uitwerking der evenredige
 » vertegenwoordiging; eene algemeene verdenking vergiftigt gansch het
 » politieke leven. Het gezag van de Regeering schijnt niet meer te steu-
 » nen op het recht en de gerechtigheid, maar op een soort bestendige
 » drukking die geldt als eene voortdurende uitdaging tot oproer en
 » wanorde. »

Dat zijn de redenen die wij inroepen om de afschaffing van het meervoudig stemrecht te eischen. Te dien einde verzoeken wij de Kamers, te beslissen dat er reden bestaat om de artikelen 47 en 53 der Grondwet te herzien. Wordt dit voorstel aangenomen, dan behouden wij ons voor, tegenover het kiezerskorps en, bij voorkomend geval, in de Constituante de twee volgende hervormingen te verdedigen : 1^o Afschaffing van den Senaat; 2^o Verkiezing der leden van de Kamer der Volksvertegenwoordigers door middel van het algemeen stemrecht van al de burgers op den leeftijd van 21 jaar. Het dient echter niet te worden gezegd dat er thans slechts sprake is van het beginsel zelf eener nieuwe Grondwetsherziening. Het huidig voorstel kan worden aangenomen, welke ook de formule zij van hen die er zullen voor stemmen.

HOOFDSTUK III.

De gepastheid van de Grondwetsherziening.

De bezwaren, die men nog aanvoert tegen eene nieuwe Grondwetsherziening, zijn hoofdzakelijk bezwaren gegrond op de al of niet gepastheid dezer herziening. In beginsel wordt het meervoudig stemrecht niet meer voorgestaan. Om het te handhaven beroept men zich nog enkel op zijn bestaan zelf. Men bepaalt er zich bij, te zeggen dat de tijd om de Grondwet te herzien is gekomen, en wel om de volgende redenen :

1^o Het kiezerskorps zou, bij de verkiezingen van 2 Juni 1912, uitspraak hebben gedaan tegen het algemeen stemrecht;

2^o Alvorens een zoo gewichtig vraagstuk als eene Grondwetsherziening aan te vatten, moeten de partijen het eens zijn. Nu, tot nog toe bestaat die verstandhouding niet.

Van deze twee redenen zal de eerste ons niet lang ophouden.

Al ware het bewezen dat, dank zij het meervoudig stemrecht, het kiezerskorps, uitspraak doende in zijn eigen zaak, zich met eene geringe meerderheid voor het behoud van het meervoudig stemrecht zou hebben verklaard, dan ware dit nog geen reden opdat de Regeering weigeren zou, den wensch van de werkelijke meerderheid van het land in aanmerking te nemen.

Doch feitelijk zou men niet kunnen beweren dat, op 2 Juni laatstleden, de meerderheid der stemmen uitspraak zou hebben gedaan tegen de her-

ziening of tegen het algemeen stemrecht. De meerderheid heeft de bestaande Regeering aan het bewind willen houden, doch zij heeft haar niet de opdracht gegeven, zich tegen de kieshervorming te verzetten. Om het te bewijzen, is het voldoende eraan te herinneren dat, tijdens den laatsten verkiezingsstrijd, tal van kandidaten, die thans op de banken der meerderheid zitten, uitdrukkelijke verklaringen hebben afgelegd ten gunste van de eene of de andere wijze van algemeen stemrecht.

Nu komt de andere reden die ter Kamervergadering van 2 Juli 1912 met veel kracht werd uiteengezet door onzen achtbaren collega, den heer Helleputte :

« DE HEER HELLEPUTTE. — Alvorens een zoo gewichtig, zoo ingewikkeld » vraagstuk als dat eener Grondwetsherziening aan te vatten, moeten de » verschillende partijen het eens zijn. Eene Grondwetsherziening mag niet » het werk zijn van slechts ééne partij.

» DE HEER HYMANS. — Natuurlijk.

» DE HEER HELLEPUTTE. — Wij willen de proefneming van 1894 niet » herbeginnen. Toen zagen wij de Kamer zitting houden schier onafge- » broken gedurende vier jaren. Het eene stelsel volgde op het ander. » Een stelsel, heden vooruitgezet, werd des anderendaags ter zijde gelaten. » En op wat liep het uit? Ik breek den staf niet over het meervoudig stem- » recht, ik veroordeel niets of niemand — doch de einduitslag was eene » hervorming waarover zelfs niet werd beraadslaagd, waarmede men » plotseling voor den dag kwam nadat al de andere stelsels waren afge- » wezen. Niet aldus moet eene herziening gebeuren.

» DE HEER HYMANS. — Gij hebt gelijk.

» DE HEER MASSON. — 't Is waar.

» DE HEER ALLARD. — Door die woorden veroordeelt gij het meervoudig » kiesstelsel.

» DE HEER PEPIN. — En ook het meervoudig stemrecht.

» DE HEER HELLEPUTTE. — Toch niet! Ik zeg u dat ik het zelfs niet » bespreek. (*Aan de uiterste linkerzijde: Ja, wel!*)

» DE HEER DEMBLON. — Gij hebt toch slechts ééne stem aan de katho- » lieke werklieden en drie aan de rijken, zelfs aan de vrijmetselaars, » gegeven.

» DE HEER HELLEPUTTE. — Willen leden van deze Kamer het vraagstuk » van de herziening onderzoeken, dat zij het doen, dat zij onderhandelen : » komen zij tot eene oplossing die eene voldoende meerderheid kan » vereenigen en terzelfder tijd waarborgen genoeg geeft aan het land, » dan kan men zien. Zoolang dit echter niet is gebeurd, zeg ik dat » het in overweging nemen van een voorstel tot herziening niet aanneme- » lijk is. »

De achtbare heer Helleputte, wiens verklaringen op de banken der rechterzijde ten gunstigste werden onthaald, schijnt dus de herziening te willen afhankelijk maken van eene voorafgaande verstandhouding onder de partijen.

Wij brachten in herinnering dat de heer Beernaert, in 1892, reeds hetzelfde had gevraagd en dat de meerderheid der Middenafdeeling, waar de wensch tot herziening aanhangig was, pogingen deed om het eens te worden over het woningkiesstelsel. Deze poging bleef echter vruchteloos. Daartegen bracht men in, dat eene voorafgaande verstandhouding in strijd zou zijn met de Grondwet, dat men de aanstaande Grondwetgevende Kamer niet kon verbinden, dat er hoogstens sprake kon zijn van gedachtenwisseling over het toekomstig kiesstelsel. Kortom, de heer Beernaert moest voor deze redenen toegeven. De herziening werd aangenomen. Tot de verkiezingen werd overgegaan zonder dat men een standpunt tot overeenkomst had gevonden, en de heer Helleputte zegde terecht : onder deze omstandigheden was de einduitslag eene hervorming die zelfs niet behandeld werd, eene formule die op het laatste oogenblik in 't midden werd gebracht nadat al de andere waren afgewezen.

Zal echter soortgelijke toestand zich opnieuw voordoen? Gewis, neen.

Zeker blijft het waar, dat eene voorafgaande verstandhouding onder de partijen zou aandruischen tegen dezelfde bezwaren van politieken en grondwettelijken aard als in 1892. En, wij verklaren het luide, evenmin als de toenmalige oppositie zouden wij er kunnen in toestemmen ons de handen te laten binden, wat ook van ons programma te laten vallen, afstand te doen van het recht om tegenover het kiezerskorps de verdediging op te nemen van eene hervorming, waarvoor wij steeds hebben gestreden, met name het algemeen stemrecht op den leeftijd van 21 jaar.

Anderdeels zijn wij er echter van overtuigd dat, zoo men wilde « onderhandelen », zoo de verschillende politieke groepen overgingen tot eene gedachtenwisseling over de wijze waarop zij de keshervorming verstaan, zij die te goeder trouw tot de herziening willen overgaan, doch zich terecht bekommeren om te weten waar de herziening hen leiden zou, weldra alle waarborgen zouden hebben over de mogelijkheid om in de toekomstige Grondwetgevende Vergadering, met of zonder ons, de twee derden der leden, vereischt door artikel 131 der Grondwet, samen te brengen.

Er is inderdaad geen sprake meer, zooals in 1892, te kiezen onder verschillende stelsels steunende op verschillende beginselen.

Bij de eerste herziening was het Parlement verdeeld in drie groepen van ongelijke getalsterkte, doch geen dezer vereenigde alleen de meerderheid der twee derden : de vooruitstrevende liberalen vroegen het algemeen stemrecht; de gematigde liberalen verdedigden het bekwaamheidskiesstelsel; de rechterzijde was toegetreden tot het woningkiesstelsel. Elke groep verdedigde halstarrig hare formule en onder deze formules was er slechts overeenkomst mogelijk door toetreding tot eene halfslachtige oplossing.

Thans integendeel wordt het vraagstuk onder veel eenvoudiger omstan-

digheden gesteld : al de wijzen van hervorming, die worden vooruitgezet, steunen op hetzelfde beginsel en verschillen slechts onder elkaar door de min of meer radikale toepassing van dit beginsel.

Het zijn :

- 1° Algemeen stemrecht voor mannen en vrouwen ;
- 2° Algemeen stemrecht voor de mannen op den leeftijd van 21 jaar ;
- 3° Algemeen stemrecht voor de mannen op den leeftijd van 25 jaar ;
- 4° Algemeen stemrecht voor de mannen op den leeftijd van 21 of 25 jaar, met twee stemmen voor de gezinshoofden op een bepaalden leeftijd.

Om het algemeen stemrecht der vrouwen te behandelen, zullen wij wachten totdat het vraagstuk op ernstige wijze is gesteld. Onder alle omstandigheden hebben wij bewezen dat wij de eischen der vrouwen-beweging zijn toegedaan. Wij zijn ertoe besloten, van onzen kant alles te doen, opdat de dag aanbreke waarop in België, zooals elders, de politieke gelijkheid tusschen mannen en vrouwen tegenover de natie een gewonnen feit weze. Doch wij willen diegenen niet in de hand werken, welke slechts van het kiesrecht der vrouwen spreken om het kiesrecht der mannen doelmatiger te bestrijden.

Blijven nog de andere formules.

Nu, gesteld dat de twee derden der leden tot de eerste formule, het algemeen stemrecht op den leeftijd van 21 jaar niet zouden toetreden, dan kon immers buiten ons eene meerderheid zich voordoen ten gunste van de tweede formule en, bij voorkomend geval, ten gunste van de derde! Men moet dus niet vreezen dat men, ingeval van herziening, geene eukle meerderheid zou kunnen vinden en men, zooals vóór twintig jaren, ten einde raad, zou gedwongen zijn zijne goedkeuring te verleen aan een stelsel dat men niet grondig zou behandeld hebben.

Ook het vraagstuk betreffende den Senaat wordt onder veel eenvoudiger omstandigheden gesteld dan in 1892-1893.

Men kent onze zienswijze betreffende den Senaat. Wij zijn aanhangers van slechts ééne Kamer, welker beslissingen zouden voorbereid worden door Wetgevende Raden, die de verschillende maatschappelijke verrichtingen vertegenwoordigen, en, in te bepalen gevallen, aan 's lands goedkeuring zouden worden onderworpen door middel van een referendum. Wij mogen echter de onmiddellijke zegepraal van deze oplossing niet onverminderd verhop en, wordt artikel 53 herzien, dan zouden wij vooral optreden tegen de meest klaarblijkelijke gebreken van de bestaande inrichting der Tweede Kamer.

Nu, hier ook mag men voorzien dat het binnen deze grenzen niet moeilijk zou zijn, eene meerderheid van de twee derden der leden te vereenigen ten gunste van eene aanneembare formule.

Thans reeds worden beide Kamers verkozen door hetzelfde kiezerskorps,

het verschil van leeftijd daargelaten. Is het meervoudig stemrecht afgeschaft, dan zou, wat betreft het verkiezen der senatoren, het debat nog enkel betreffen de volgens ons noodzakelijke afschaffing van de provinciale senatoren en de betrekkelijk ondergeschikte vraag, of de leeftijd van 30 jaren moet worden behouden ofwel, zooals de heer Woeste het verlangde in 1893, de beide Kamers door dezelfde kiezers moeten worden verkozen.

Anderdeels moet, wat betreft de verkiesbaarheid, ieder redelijk mensch bekennen hoe ongerijmd het bestaande stelsel is, waarbij eene groote partij — bij gebrek aan een voldoende getal verkiesbaren wegens belasting — verplicht is zich te doen vertegenwoordigen door verkozenen die tot andere partijen behooren. En ongetwijfeld zou het niet moeilijk zijn, het eens te worden om eene andere klasse van verkiesbaren in 't leven te roepen, vrijgesteld van den census en waartoe zouden behooren, bij voorbeeld, de leden en gewezen leden der provinciale raden en der gemeenteraden, de leden der werkrechters- en der nijverheids- en arbeidsraden, de houders van sommige diploma's.

Het spreekt vanzelf dat, alvorens tot de herziening over te gaan, eene gedachtenwisseling over al deze vraagstukken een nuttig werk kan zijn. Meer nog, met den heer Helleputte nemen wij aan, dat deze gedachtenwisseling zich opdringt.

Doch, het beste middel om deze gedachtenwisseling uit te lokken en ze voldoende bekend te maken is, naar onze meening, het in overweging nemen van den wensch tot herziening der Grondwet en het tot stand brengen van eene Middenafdeeling of van eene Commissie waarin al de groepen en al de zienswijzen zouden vertegenwoordigd zijn.

Thans een laatste woord.

In de geschiedenis van al de groote hervormingen komt er een oogenblik voor, waarop zij ophouden de eisch van eene partij of van eene klasse te zijn om een streven van de natie te worden. Is dit oogenblik voor het algemeen stemrecht gekomen? Wij meenen het, en uit ganscher harte wenschen wij dat zij, die de verantwoordelijkheid van het bewind dragen, het met ons eens wezen om het te gelooven.

Weldra zal het meervoudig stemrecht twintig jaren hebben geduurd. Om het te handhaven, was er reeds eene bloedige beteugeling noodig. Deze beteugeling heeft niet belet, dat het denkbeeld van het gelijke kiesrecht steeds meer ingang vindt. Eertijds stond de arbeidersklasse alléén om het te eischen. Thans behoort het kiesrecht tot het gemeenschappelijk politiek programma van al wie zich bekommert om de rechtvaardigheid en om 's lands vrede.

Gewis ontveinzen wij ons niet, dat nog menige weerstand zal moeten gebroken worden, alvorens het tot stand komt. Doch, om dien weerstand te breken, hopen wij niet vruchteloos te tellen op de meest klaarzienden onzer tegenstanders.

In beginsel kunnen zij, om geen enkele reden, ons voorstel verwerpen.

Zonder iets in gevaar te brengen, kunnen zij luisteren naar den roep om gerechtigheid, hun door eene klasse toegestuurd. Zij bevinden zich in den meest gunstigen toestand om hunne partij te vereeren met eene hervorming waarvan de zegepraal zeker is. Uit de geschiedenis der eerste herziening weten zij wat er, den dag waarop de democratie de overhand krijgt, komt van de partijen of Staatslieden die aan de democratie weerstaan. En anderdeels zijn zij niet zoo verblind en kunnen zij niet zoo verblind zijn, te meenen dat, zoo morgen de politieke gelijkheid eene nieuwe nederlaag ondergaat, het vraagstuk opgelost en het meervoudig stemrecht versterkt zou zijn; aldus zou men de Belgische arbeidersklasse en hare staalvaste onbuigzaamheid slecht kennen.

Toen op 26 Januari 1866 eenige arbeiders, te Brussel vergaderd, hun vasten wil om het censusstelsel te doen afschaffen, te kennen gaven, luidde het slot van hun manifest als volgt :

« Aan het zwoegen toegewijd, zoo zullen de zware moeilijkheden ons » niet tegenhouden. De burgerij heeft gestreden om stuk voor stuk te winnen » al wat zij geniet; wij zijn ertoe bekwaam en ook ertoe besloten, te » strijden zooals zij. Zij heeft ons het voorbeeld gegeven van wat onver- » droten werklust, volharding en krachtdadigheid vermogen; dat voorbeeld » zullen wij navolgen. »

Vijftig jaren zullen weldra sedertdien verstreken zijn en de Belgische werklieden mogen de getuigenis afleggen dat zij hun woord gestand deden. Nooit hebben zij hunne propagaande voor het algemeen stemrecht gestaakt. Nooit bleven zij werkeloos. En, om de tien jaren, zag men ze, met de treffende regelmatigheid van een natuurverschijnsel, eene nieuwe poging aanwenden : in 1871, na hun eersten strijd, werd de census voor het gemeentekiesrecht verlaagd tot op 10 frank, hetgeen de heer Woeste begroette als een eersten stap naar de herziening en het algemeen stemrecht; in 1882 had men de beweging die aanleiding gaf tot de wet op de bekwaamheidskiezers; in 1892, de eerste herziening; in 1902, de werkstaking van driehonderd duizend arbeiders voor het algemeen stemrecht, en heden eindelijk, het voorstel dat wij de eer hebben over te leggen als de bekroning van eene beweging onder het volk, waarvan niemand de uitgestrektheid en de grondigheid nog miskent.

Zal dit voorstel gunstig worden onthaald?

Zal de Regeering steunen op het voorbeeld dat de heer Beernaert gaf onder oneindig moeilijker omstandigheden, wanneer de groote meerderheid der rechterzijde vijandig was, en zelfs de oppositie in verre na niet gunstig was gestemd voor het beginsel der herziening?

Wij wenschen het vurig voor de arbeidersklasse en voor het land.

Nooit wellicht stond het Belgische Parlement voor zulke gewichtige vraagstukken als thans.

Niet enkel staat het voor het financieele vraagstuk dat voor eene partij aan het bewind altijd eene te duchten moeilijkheid is. Niet enkel dreigt de

schoolquaestie opnieuw den burgeroorlog in de gemoederen te ontsteken, zoo men ze niet oplost in een ruimen verzoeningsgezinden geest. Het bestaan zelf der nationaliteit wordt door middel van gevaren, die hoe langs zoo meer naken en dreigen, op 't spel gezet.

De Regeering kondigt aan dat zij, ten einde tegen alle mogelijke gevallen bestand te zijn, vanzins is nieuwe en zware lasten in geld en in manschappen te vragen om het grondgebied te verdedigen.

Doch mag zij gelooven dat deze opofferingen, zoo zij worden toegestaan, in de dagen van beproeving toereikend zouden kunnen zijn, indien de natie verdeeld bleef tegen haar eigen belang in, indien de arbeiders, getroffen te gelijker tijd in hunne waardigheid en in hunne belangen, bij voortduur in het algemeene vaderland slechts ondergeschikten en onterfden bleven, zoo hunne lasten werden verzwaard zonder dat hunne rechten werden uitgebreid, zoo de hoogst bedroevende overtuiging zich in hen moest vestigen dat zij de politieke gelijkheid, die in de naburige landen reeds tot stand is gebracht, langs wettelijken weg niet kunnen bekomen.

Vóór drie kwart eeuws, onder de monarchie van Louis-Philippe, steunende op het censusstelsel, schreef Tocqueville, een der grootste denkers van de hedendaagsche burgerij :

« Ik zeg dat het machtigste middel, en wellicht het eenige middel dat » ons overblijft, om de menschen belang in te boezemen voor 's lands » lotsbestemming is, ze te doen deel hebben in zijne regeering. Heden ten » dage komt de burgerzin mij voor als onafscheidbaar van de politieke » rechten. »

Mogen zij, die erkennen dat het kiezerskorps hen aanstelde om gematigd te werk te gaan, deze woorden in overweging nemen !

Mogen de leiders van eene groote partij, wier godsdienstig ideaal een aanzienlijk gedeelte van de arbeidersklasse heeft kunnen weerhouden, beantwoorden aan het verlangen van gelijkheid dat in hunne eigen rangen op den voorgrond begint te treden ! Niet meer eene minderheid, maar de groote meerderheid van het land, gansch een volk vraagt recht. Wij betrouwen dat zijne stem zal worden aanhoord.

EMILE VANDERVELDE.

**Proposition de loi tendant à la revision
de divers articles de la Constitution.**

ARTICLE UNIQUE.

Les députés soussignés ont l'honneur de proposer à la Chambre des Représentants d'adopter la déclaration suivante :

« Il y a lieu à revision des articles 47, 53, 54, 55, 56, 56^{bis}, 57, 58 et 59 de la Constitution. »

**Wetsvoorstel tot herziening van som-
mige artikelen der Grondwet.**

EENIG ARTIKEL.

De ondergeteekenden hebben de eer, aan de Kamer der Volksvertegenwoordigers voor te stellen, de volgende verklaring aan te nemen :

« Er bestaat reden om de artikelen 47, 53, 54, 55, 56, 56^{bis}, 57, 58 en 59 der Grondwet te herzien. »

ÉMILE VANDERVELDE.

LÉON FURNEMONT.

M. TERWAGNE.

J. DESTRÉE.

H. DENIS.

E. ANSEELE.

